

GRM 3^{ème} année – Séminaire « Mouvements étudiants et luttes sociales »
Séance introductive – 26 septembre 2009
 (2nde mise en ligne, version modifiée : 8 octobre 2009)

**« Eléments de problématisation pour une analyse
 des processus de politisation étudiante
 (reproduction, politisation, subjectivation) »**
Guillaume Sibertin-Blanc

Préambule

Pour cette séance introductive, je m'épargnerai beaucoup de précautions méthodologiques qu'il aurait fallu poser au préalable, concernant les expressions de « jeunesse » et de « jeunesse scolarisée », d'« étudiant », d'université et d'établissements d'enseignement supérieurs. Il conviendra de le faire au fur et à mesure, puisque cela soulève des problèmes sociologiques de catégorisation mais aussi d'architecture institutionnelle des systèmes d'enseignement supérieur général et professionnel qu'il nous faudra spécifier en fonction des différents contextes nationaux étudiés. Mon propos se veut au contraire plus général. Je resterai également relativement allusif sur l'un des problèmes qui étaient au cœur du projet de travail du séminaire de cette année, lorsqu'on l'a défini il y a quelques mois, concernant les liens entre les mouvements étudiants de contestation de l'ordre social qui se développent entre la seconde moitié des années 1950 et la seconde moitié des années 1970, avec d'autres luttes sociales, et principalement, dans certains pays comme en France ou en Italie, avec les luttes ouvrières. J'adopterai donc un point de vue restrictif, très « scolaro-centré », a) pour ouvrir simplement quelques pistes de questionnement relatives à une spécification possible des mobilisations et des luttes dont les établissements d'enseignement supérieur général ont été le lieu dans les décennies d'après-guerre, et ce à une échelle mondiale, dans la plupart des pays capitalistes, et dans un certain nombre de pays socialistes ; b) et pour amorcer une problématisation possible de leur signification politique, c'est-à-dire aussi, en retour, une interrogation sur les transformations qu'elles ont imposées ou contribué à imposer à la notion de politique. D'où le titre de cette intervention : « Eléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante ».

Une telle focalisation appelle d'emblée une première remarque. Si l'on veut bien considérer que la politisation massive de la jeunesse scolarisée est bien l'un des événements majeurs de la séquence qui nous intéresse, mais aussi, depuis lors et jusqu'à notre situation actuelle dont rien n'indique qu'elle en ait épuisé les possibilités de réactivation, un événement irréversible, notons qu'elle n'est pas absolument sans précédent. À sa manière, le fascisme était allé très loin en ce sens, bien que souvent sur la base d'organisations strictement corporatistes. Ce qui est plus inédit peut-être, c'est que cette politisation s'opère après-guerre dans des conditions particulièrement conflictuelles au sein même des appareils universitaires, ainsi que l'étonnante complexité de cette conflictualité. Pour n'évoquer que quelques unes de ses dimensions : conflictualité vis-à-vis des pouvoirs d'Etat, des politiques extérieure et intérieure des Etats, et de leurs politiques rectorale et administrative dans l'université même ; conflictualité entre les organisations étudiantes syndicales et politiques nées ou réformées après guerre ; conflictualité au sein de chacune de ces organisations, mettant en jeu une dialectique chaque fois spécifique entre les oppositions cristallisées sur des enjeux internes au milieu institutionnel universitaire, et les oppositions socio-idéologiques et politiques du champ social dans lesquelles ces organisations sont prises et parties prenantes et qu'elles

intériorisent ; conflictualité au sein des « masses étudiantes » en tant qu'elles sont elles-mêmes sources et objets de mobilisation, masses dont l'hétérogénéité interne est elle-même dans un rapport dialectique, c'est-à-dire de démarcation antagonique et d'intériorisation antagonique de la démarcation, avec l'espace des institutions sociales, économiques et politiques. Or, en abordant ainsi les mobilisations et les luttes étudiantes du point de vue des antagonismes dont elles dresseront la scène, on est immédiatement conduit à introduire une distance critique avec la problématisation même que j'annonçais, celle d'une *spécificité* de ces mobilisations et de ces luttes. On du moins nous devrions y être conduits, pour éviter tant que faire se peut d'être pris au piège des systèmes d'énoncés sédimentés dans cette scène elle-même¹, ou en d'autres termes, pour nous astreindre à élucider les conditions dans lesquelles cette question de spécificité nous est imposée *depuis cette scène*, en tant que cette question a *d'abord* été elle-même un enjeu et un lieu de cristallisation de conflits théoriques et idéologiques récurrents au sein des mouvements étudiants des années 1950-1970. Entre dénonciation d'un corporatisme étudiant et affirmation d'une « avant-garde étudiante », entre revendication d'une « autonomie étudiante » et recherche de stratégies d'alliance avec les luttes ouvrières, entre symptomatologie d'une idéologie libertaire petite-bourgeoise et diagnostic d'une prolétarianisation tendancielle de nouvelles fractions de la petite-bourgeoisie produisant *au sein même de l'université* une recomposition indirecte de la classe ouvrière, etc. : tous ces débats animent des antagonismes internes à l'espace discursif, et forment à ce titre des éléments constitutifs de cette conflictualité complexe et pluridimensionnelle susmentionnée. Dès lors, que la question de savoir jusqu'à quel point les « problèmes étudiants », les luttes autour d'« intérêts étudiants », les contestations et revendications indexées sur une « condition étudiante », sont *spécifiques*, que l'ensemble des débats sur la nature de cette spécificité interprétable dans des sens sociologiques contrastés, aient pu entraîner ou étayer des orientations politiques et stratégiques les plus divergentes, voilà qui devrait nous engager (pour le dire avec Laclau et Mouffe) à réactiver les « préconditions » conjoncturelles qui, par des jeux complexes de démembrement et de recomposition de certaines formations discursives, ont rendu possibles de nouveaux agencements collectifs d'énonciation centrés sur des objets discursifs tels « la lutte étudiante », « le mouvement étudiant », « la révolte étudiante »... On n'oubliera pas que ces expressions mêmes ont pu faire l'objet de différends².

De façon heuristique, on pourrait disposer ce champ conflictuel théorique et pratique, discursif et institutionnel, entre deux pôles extrêmes, peut-être rarement soutenus comme tels : d'un côté, l'affirmation d'une singularité radicale des mouvements étudiants, d'un autre côté, un effet résiduel, voire un simple reflet d'une conflictualité trouvant son fondement hors de l'université. Entre les deux, il y a tout le spectre des innovations d'une pensée politique critique qu'il faut continuer de qualifier d'*intérieure aux formations discursives marxistes*, qui dominant alors sans conteste les modes d'énonciation, de représentation et de

¹ Entendons-le au sens que E. Laclau et C. Mouffe donne à la distinction husserlienne réactivation/sédimentation (cf. *Hégémonie et stratégie socialiste*, tr. fr. Paris Les Solitaires Intempestifs, 2009, p. 19-21), non seulement en raison de la précision et de la puissance qu'ils lui confèrent pour leur propre méthode, mais aussi parce leur problématisation de la tradition marxiste, que cette méthode soutient, trouve sans aucun doute dans la séquence dont nous parlons, et singulièrement dans les mobilisations étudiantes de masse (*avant* les mouvements féministes, écologistes etc.), l'un de ses moments généalogiques déterminants – y compris et peut-être surtout du point de vue de l'éclatement de cette tradition (ou de son « travesti monolithique » marxiste-léniniste...). On y revient dans un instant.

² On le verra d'ici peu, par exemple, dans la discussion par Althusser de l'expression de « mouvement étudiant » pour qualifier le « Mai étudiant », dans l'importante Lettre à Macciocchi de mars 1969 (cf. la trad. franç. de cette lettre par J. Girval-Pallotta sur le site du GRM).

problématisation de la critique sociale et politique. Par « intériorité », je n'entends évidemment pas une quelconque « conformité » à une « théorie marxiste » qui, dans la cohérence et l'unité idéales que cette expression pourrait suggérer, n'a jamais existé – tout au plus pouvait-elle s'en approcher lorsqu'elle tendait à se confondre à une idéologie d'Etat imposée comme telle, c'est-à-dire sans trop s'embarrasser d'un concept précis de la pratique théorique. J'entends bien plutôt l'effet paradoxal du succès de ces formations discursives marxistes à travers leur héritage multiple, clivé et clivant – succès emporté en grande part même *grâce* à ses propres clivages internes, car ce sont eux qui permettront de développer en différentes voies des critiques *marxistes* du marxisme –, jusqu'à un point d'éclatement et de dissémination rendant de plus en plus compliqué *la référence au marxisme*³. En ce sens, le thème du marxisme comme totalité ou comme « théorie totalisante », dont la critique forme un leitmotiv si abondamment prodigué dans les années 1950-1960, est pour partie une image rétroactive de ce succès paradoxal d'un régime d'énoncés parvenu à une hégémonie telle qu'elle fait éclater les tensions internes qu'il recélait ou qui s'y étaient sédimentées. C'est bien aussi une image réactive de cette diffraction du discours théorique au contact de la bureaucratisation des organisations qui se réclamaient « du marxisme » mais qui ne pouvaient en imposer « l'idée » qu'en réprimant les interprétations « dissidentes » qu'elle générerait elle-même⁴. C'est pourquoi les critiques des prétentions totalisantes du marxisme ont toujours pour contrepartie plus ou moins explicite une représentation de l'excès de la théorie sur l'appareil, ou de la discursivité marxiste sur les aptitudes organisationnelles des pratiques auxquelles cette discursivité se réfère, excès qui ne cesse de produire son effet-retour *dans la théorie* dans l'intraitable problème d'une *théorie de l'organisation* (de quoi le marxisme est-il le nom...). De ce point de vue, au regard du travail que nous faisons depuis deux ans sur les héritages du matérialisme historique, sur la signification du matérialisme comme position théorico-politique dans la philosophie, et plus spécifiquement depuis l'an passé sur les effets de véridiction conjoncturelle que des conjonctures politiques produisent dans la théorie, le développement des mobilisations de masses estudiantines dans la séquence 1955-1975, les discours produits sur elles et par elles pour analyser ces mobilisations, pour en articuler les problèmes, les potentialités et les impasses, et pour y intervenir en orientant le sens et les buts, sont du plus grand intérêt.

Ce processus de politisation des masses étudiantes, je voudrais tenter de dégager aujourd'hui quelques moments de sa dialectique. À travers celle-ci se sont constituées, non pas une « classe étudiante » déterminable par des intérêts objectifs homogènes, mais du moins de nouvelles formes collectives de conscience politique à la fois relativement spécifiques dans le système des positions idéologico-politiques des formations sociales capitalistes d'après-guerre, et relativement spécifiques par leurs propres polarisations internes. Cette dialectique est sans aucun doute hautement surdéterminée, c'est-à-dire irréductiblement multiple. Elle ne saurait donc en aucun cas viser l'identification d'une cause ultime, d'une détermination en dernière instance à partir de laquelle pourraient être redéployées l'ensemble des formes et des manifestations d'une politisation étudiante comme autant d'expressions (épi)phénoménales de cette cause profonde. Ce sera une dialectique qui, adoptant un althussérisme méthodologique si l'on veut, cherchera à établir une multiplicité d'effets dans leur autonomie relative, donc

³ Cf. par exemple la position d'un Guattari en 1973 : « La fin des fétichismes », rééd. in *La Révolution moléculaire*, Paris, Encres-Recherches, 1977, p. 17 et s.

⁴ Sartre en avait fait le nerf de son explication de la dogmatisation du marxisme dans « Questions de méthode », à partir d'une relecture de la dialectique hégélienne de la Terreur. Cf. dans une autre perspective l'« Essai sur l'"herméneutique" stalinienne » de S. Zizek, in *La violence. Généalogie de la politique* 2, U.G.E. 10/18, 1978, en particulier p. 86-106.

aussi dans la contingence de leur rencontre, de leur connexion ou de leur « condensation », toute cause ultime absente. J'en proposerai trois moments, sans fixer entre eux un ordre d'importance *a priori*, et sans prétendre qu'il revienne à l'un de « résoudre » les contradictions des autres :

1) Une *dialectique de la reproduction*, qui touche aux conditions d'hétéronomie de ce processus de politisation ; elle visera en particulier l'Université en tant qu'elle inscrit au croisement de structures de production économique auxquelles elle est *partiellement* intégrée, et d'un ensemble d'appareils de reproduction idéologique à laquelle elle est également, et pour des raisons historiques déterminables, *partiellement* intégrée ;

2) Une *dialectique de politisation* stricto sensu, qui touche aux conditions de constitution d'une autonomie dans cette hétéronomie, ou en d'autres termes, aux procès d'autonomisation de forces collectives d'action et de pensée, dont les formes discursives et organisationnelles sont multiples, mais qui toutes tendent à investir l'Université comme un *appareil politique* (et non seulement comme un appareil de reproduction). Aucune intention provocatrice dans cette expression, qui désigne simplement la manière dont, sous la conjonction de facteurs nationaux et internationaux, l'institution universitaire devient à la fois le lieu et l'enjeu de pratiques et d'énonciation critiques investissant des enjeux politiques débordant le milieu universitaire, et ce compte tenu du fait que ce processus est lui-même inséparable de l'investissement ambivalent, voire fortement contradictoire, de l'institution universitaire par le pouvoir d'Etat. On pourra prêter ici une attention particulière à la manière dont cette dialectique de politisation engage une politisation intérieure aux *pratiques du savoir*, autrement dit, à la façon dont cette dialectique vient nouer *dans les procès de savoir* les procès pédagogiques institutionnalisés dans les universités, les procès de reproductions politiques et idéologiques de la structure sociale, et les pratiques du pouvoir d'Etat sur la scène nationale et internationale.

3) Je terminerai par quelques remarques sur un troisième moment, que l'on pourrait appeler une *dialectique de subjectivation*, qui traverse bien sûr déjà les dialectiques de reproduction et de politisation, mais qui d'une autre manière forme aussi leur ombilic ou leur excès non-dialectisable – moment d'« hétéronomie de l'hétéronomie » dirais-je en détournant la notion de Balibar⁵, et que je localiserai dans la transformation problématique (car n'aboutissant sur aucune construction discursive stable, sur aucune *figure*) du sujet d'une *politique* révolutionnaire.

I. Reproduction

Partons *in medias res* d'une question d'époque, vigoureusement débattue dans les années 1960, qui tourne autour du problème de savoir si l'université est un appareil interne, ou du moins organiquement lié, à la structure de production dont elle forme certaines forces productives, ou si elle relève « seulement » d'un appareil de reproduction de rapports sociaux qui, même s'ils y sont liés, ne dérivent pas linéairement des rapports d'exploitation. Sans doute pouvait-on s'accorder sur le caractère simplificateur de cette alternative même, et sur le fait que l'université était incontestablement les deux. Mais de l'accent que l'on faisait porter sur l'un ou l'autre aspect, découlaient des conséquences nettement divergentes, dont la portée était théorique, mais aussi stratégique. Conséquences divergentes, par exemple, sur l'interprétation de la « condition étudiante » et de sa signification de classe : est-ce la condition d'« exploités » potentiels, soumis à des rapports sociaux qui, pour n'être pas encore

⁵ E. Balibar, « Trois concepts de la politique : émancipation, transformation, civilité », in *La Crainte des masses*, Paris, Galilée, 1997.

informés par le salariat et la production de survalueur, sont pourtant déjà de même nature que les rapports de division sociotechnique du travail et le « despotisme » d'usine ? Ou bien s'agit-il d'une condition d'« aliénés », assujettis à des rapports sociaux extérieurs aux rapports d'exploitation du procès de travail, mais homogènes en revanche aux rapports sociaux de la « société de consommation », à son fétichisme généralisé, à ses rapports de pouvoir « autoritaires », à toute la psychologie de masse qui leur correspond tramée de docile passivité, de « tolérance répressive », d'angoisse sécuritaire de l'ordre et de l'identité etc. Dans la première voie, s'engageaient par exemple les étudiants de l'Ecole Normale Supérieure de Pise lorsque, réunis en Congrès à Rimini en 1967, ils analysaient la « prolétarianisation » de l'étudiant en tant que force de travail en formation, et simultanément déplaçaient la détermination de classe par rapport au critère marxiste de force de travail « nue » productrice de survalueur. Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein soulignent à ce propos la portée stratégique d'une telle orientation théorique à laquelle je faisais allusion à l'instant, du point de vue des alliances avec les luttes ouvrière :

« Les thèses de Pise [expose] une analyse de l'étudiant comme force de travail en voie de qualification et comme objet de la parcellisation capitaliste du travail intellectuel. Cette donnée est plus ou moins développée selon les universités car elle permet de comprendre la place de laquelle opère l'étudiant dans le système capitaliste, mais la spécificité des thèses était de réduire la spécificité étudiante et donc la spécificité de la lutte étudiante à néant. Un étudiant n'était plus finalement qu'un futur travailleur intellectuel de l'usine sociale, et on sentait bien là l'influence des *Quaderni Rossi* et de *Classe Operaia*. Il était bien évident que cette position était aux antipodes de celle de l'université critique de Trente et du mouvement nanterrois... »⁶.

Ces derniers, selon les mêmes auteurs, moins marqués par l'influence opératoire, se rattacheront davantage à l'idéologie « anti-autoritaire » des étudiants berlinois, dont dépendait une autre conception de la place de l'université dans la formation sociale. C'est dans ce sens encore que, à l'appel des Thèses de Pise à « lutter contre toutes les déterminations à travers lesquelles le capital se manifeste à l'Université »⁷, des étudiants de Naples devaient répliquer : « Le type de contradiction que vit l'étudiant de faculté ne doit pas être cherché dans des motifs de caractère économique, mais dans sa vie universitaire elle-même et dans son être social le plus général »⁸.

Entre ces deux pôles interprétatifs, se répartissent à coup sûr beaucoup de positions tâchant d'articuler ces deux dimensions, comme ce sera le cas en 1970 de la notion althussérienne d'Appareil Idéologique d'Etat (AIE), que je prendrai pour cette raison ici comme fil conducteur pour soutenir que l'appareil universitaire trouve justement sa spécificité d'être à la conjonction de la structure de production sociale et du système des rapports idéologiques et de leur reproduction, et que les conditions hétéronomes des antagonismes dont les étudiants seront les agents résident précisément dans le caractère irréductiblement problématique de cette conjonction où se condensent les contradictions de ces deux structures.

— a/ On se souvient que l'élaboration althussérienne du concept d'AIE vise à montrer comment la reproduction des rapports sociaux de production est assurée par l'idéologie dominante, dont la détermination effective ou matérielle est celle d'un système d'institutions et de pratiques constituant les agents sociaux en sujets, supports d'une « réalité » cohérente se soutenant de son « évidence » même, et soutenant de son évidence les positionnements

⁶ J. Guigou et J. Wajnsztein, *Mai 68 et le Mai rampant italien*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 211-212.

⁷ Cité in P. Fabre et D. Fabre, *Histoire de l'Europe au XXe siècle*, Paris, Ed. Complexe, 1995, t. IV, p. 183.

⁸ Cité in J. Guigou et J. Wajnsztein, *op. cit.*, p. 47 n. 95, à partir de Rossana Rossanda, *L'Anno degli studenti*, De Donato, 1968, p. 71

subjectifs de ces agents aux places qu'ils sont déterminés à occuper dans les rapports économiques, politiques et idéologiques.

— b/ Rappelons cependant que cette « évidence » n'est jamais assez... évidente !, que l'idéologie dominante ne se reproduit pas elle-même sans reproduire les conditions de luttes idéologiques qui font que les individus ne sont jamais suffisamment « sujets » pour « marcher tout seul ». Ce pour quoi Althusser souligne que les AIE ne « fonctionnent » pas seulement « à l'idéologie », mais *de façon prévalente* à l'idéologie, c'est-à-dire toujours aussi à la répression (violence physique, mais aussi interdits administratifs, contraintes réglementaires et statutaires etc.). Ils fonctionnent de façon continue mais discrète à la répression lorsque l'idéologie dominante est exposée à des luttes de faible intensité, de façon ouverte à la répression quand l'idéologie dominante est en crise, exposée à un renversement des rapports de forces au sein de la lutte idéologique. (De ce point de vue, à l'étiquetage péjoratif de l'idéologie « anti-autoritaire » et « anti-répressive » susmentionnée, promptement dénigrée comme « gauchiste », « anarchiste », « petite-bourgeoise » etc., on peut répliquer que, dans la phase critique que traverse l'idéologie bourgeoise dans les décennies d'après-guerre, sous la conjugaison des répercussions de la victoire du fascisme des années 1930-1940 et de la crise de l'impérialisme dès années 1950-1960, cette idéologie anti-autoritaire trouve son effectivité dans l'intensification des mécanismes répressifs au sein de l'AIE scolaire qui *ne peut plus* faire « marcher tout seul » les individus, c'est-à-dire qui ne peut plus fonctionner de façon « prévalente » à l'idéologie dominante. Althusser le dira en substance : ce n'est peut-être pas une idéologie *politiquement juste*, et elle ne peut et ne pourra manquer de poser des problèmes politiques, mais c'est une idéologie qui affaiblit de la manière la plus effective l'idéologie dominante dont elle exacerbe en même temps la crise – en quoi consiste son caractère « progressiste »⁹).

— c/ Rappelons alors surtout l'une des thèses qu'Althusser attache spécifiquement à l'AIE scolaire (dont l'Université est une « pièce »). Si les rapports sociaux de production sont reproduits dans et à travers ces procès de subjectivation matériellement réalisés dans et par les AIE, c'est qu'il appartient aussi à ces derniers, à des degrés inégaux, de reproduire ces rapports sociaux de production *dans les forces productives*, donc d'assurer « l'unité » des forces productives et des rapports de production en quoi consiste en dernière analyse l'unité d'un mode de production. Pour le dire à l'inverse : les forces productives sont toujours-déjà déterminées, informées par les rapports sociaux de production, et ne sont donc jamais « neutres ». Elles ne sont jamais neutres « technologiquement » : les moyens de production incorporent, dans la matérialité même des machines, dans les conditions sociales et scientifico-techniques de leur fabrication et de leur fonctionnement, dans leurs articulations entre elles et leur mode d'agencement spatial etc., des rapports sociaux de production – d'exploitation. Elles ne sont pas jamais neutres « humainement » : la force de travail incorpore, dans sa matérialité même, les rapports sociaux de production, et les rapports sociaux idéologiques qui réalisent la reproduction de ces rapports de production.

— d/ D'où la thèse d'Althusser, qui confère à l'AIE scolaire sa place nodale dans le système des AIE : le procès de qualification technique (hautement différenciée) de la force de travail (comme pièce de la reproduction de la division sociotechnique du travail « distribuant » les « places » (hautement différenciées) que cette force de travail doit venir « occuper » dans le procès de production) est inséparable d'un procès d'inculcation idéologique, de « qualification-assujettissement » à des normes, des échelles de valeurs, des manières d'être, des modes de repérages symboliques, imaginaires et affectifs. Et il revient de façon *dominante* à l'AIE scolaire d'assurer ceci : que la reproduction des rapports

⁹ Cf. la lettre d'Althusser à Macciocchi de mars 1969, et sa réponse au « Mai étudiant » de Michel Verret.

idéologiques se réalisent *dans* le procès de reproduction de la force de travail, de sorte que celle-ci soit non seulement techniquement utilisable (« compétente », « performante », économiquement consommable dans le procès de production) mais socialement utilisable (« responsable » et « consciencieuse » à sa tâche, c'est-à-dire soumise, « innovante » si besoin, docile en tout cas)¹⁰.

— e/ Même schématique, une comparaison de l'université, en tant que pièce d'un « AIE scolaire », avec d'autres AIE comme l'AIE religieux ou l'AIE familial, permettra alors de voir la contradiction structurelle qui la traverse. L'Eglise et la famille concourent évidemment directement à la reproduction des rapports idéologiques ; elles ne contribuent pas pour autant *directement* à la reproduction sociotechnique de la force de travail¹¹. À l'inverse, on peut rappeler avec Nicos Poulantzas que l'appareil de production, usine ou entreprise, est directement un appareil de qualification sociotechnique, donc de reproduction de la force de travail (du moins est-ce le cas quand l'apprentissage professionnel se fait « sur le tas »), et aussi indirectement un lieu de reproduction des rapports idéologiques et de leurs conflits¹². L'AIE scolaire occupe au contraire cette situation singulière d'être *à la fois et directement* un lieu de reproduction sociotechnique de la force de travail et un lieu de reproduction de l'assujettissement aux rapports idéologiques, *et ce tout en étant* (comme l'AIE familial ou religieux) *extérieur au procès de reproduction*, c'est-à-dire *en étant relativement autonome par rapport à la division sociotechnique du travail*¹³. Ce dernier point, s'il est bien compris, est absolument capital. Cette « extériorité » ne signifie ni une simple indépendance morphologique ni une simple spécialisation fonctionnelle. Elle a au contraire une signification structurale, qui rend compte de la « dominance » qu'Althusser confère à l'AIE scolaire dans le système complexe des AIE. En effet, elle marque la différenciation ou l'écart entre les mécanismes de *reproduction* des forces productives (comme unité complexe de reproduction de la qualification-technique et de reproduction de la qualification-assujettissement) et les mécanismes de leur utilisation productive dans le procès de valorisation du capital ; et dès lors

¹⁰ « La reproduction de la force de travail fait donc apparaître, comme sa condition *sine qua non*, non seulement la reproduction de sa "qualification", mais aussi la reproduction de son assujettissement à l'idéologie dominante, ou de la "pratique" de cette idéologie, avec cette précision qu'il ne suffit pas de dire : "non seulement mais aussi", car il apparaît que *c'est dans les formes et sous les formes de l'assujettissement idéologique qu'est assurée la reproduction de la qualification de la force de travail* » (L. Althusser, « Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat », 1970, rééd. in *Sur la reproduction*, Paris, PUF, p. 274).

¹¹ Du moins en MPC et dans la forme de la famille « bourgeoise », c'est-à-dire dès lors que la forme familiale cesse d'être une unité de production, un cadre d'apprentissage du métier, et plus profondément un rapport social capable d'informer la division sociotechnique du travail (en fonction des codes de filiation, des rapports entre lignages, du rang occupé dans la lignée etc.). Sur cette dimension de l'AIE familial pré-capitaliste, cf. mon *Deleuze et l'anti-Œdipe. La production du désir*, Paris, PUF, 2009, chap. II.b.

¹² Cf. N. Poulantzas, Préface à l'anthologie de Daniel Lindenberg, *L'Internationale communiste et l'école de classe*, Paris, Maspero, 1972, p. 13 (« Une "entreprise", en tant qu'unité de production sous sa forme capitaliste, constitue également un appareil, en ce sens qu'elle reproduit elle-même, *par la division sociale du travail en son sein* – organisation despotique du travail –, *les rapports politiques et idéologiques* concernant les places des classes sociales. Autrement dit, la reproduction des rapports idéologiques, qui ont un rôle capital, n'est pas seulement l'affaire des appareils idéologiques, comme si tout ce qui se passait dans la "production" ne concernait que l'"économique", les appareils idéologiques se réservant le monopole de reproduction des rapports de domination idéologique »).

¹³ Sur cette thèse énoncée dans « Idéologie et AIE », suivant laquelle la reproduction de la force de travail en MPC passe de plus en plus dans des appareils *extérieurs* au procès de production, ou que les AIE reproduisent la force de travail « *hors* » du procès de production, cf. *Sur la reproduction*, *op. cit.*, p. 272-273.

aussi, elle marque simultanément la nécessité pour l'AIE scolaire d'intérioriser et de faire fonctionner *dans son ordre propre* la différenciation sociotechnique du travail (ce pourquoi l'AIE scolaire est beaucoup plus différencié, par exemple, que l'AIE religieux)¹⁴, de sorte que s'y concentrent non seulement les conflits idéologiques qui lui sont propres (fût-ce des luttes presque imperceptibles ou profondément étouffées), mais aussi les contradictions internes à la structure de production qui s'y répercutent. Partant, l'AIE scolaire – et en son sein (sous des conditions spécifiques qu'il reste à déterminer) l'université comme institution de masse des Etats du « capitalisme avancé » – est donc dans une tension constitutive entre une structure économique à laquelle elle se rattache directement tout en en formant un appareil « séparé », *relativement* autonome par rapport au procès de production et aux conflits qui s'y développent (base objective de l'idéologie bourgeoise-républicaine de la « neutralité » de l'école), et un système idéologique dont elle fait partie tout en étant plus directement exposée que d'autres appareils idéologiques à subir les répercussions des contradictions internes aux rapports de production. Voilà pourquoi l'AIE scolaire peut être qualifié d'AIE dominant : sa dominance ne tient pas simplement à ce qu'il lui appartient de faire que chacun soit « à sa place » et s'y tienne, mais surtout à ce qu'il lui appartient de concentrer les contradictions de la reproduction élargie qui empêchent précisément que chacun soit « à sa place », et d'y remédier tant bien que mal.

— f/ Note annexe : Tout cela peut inciter à considérer la phase critique que traversent les institutions universitaires des Etats capitalistes à partir du tournant des années 1950-1960, conjuguée à l'intégration d'importantes fractions de la classe ouvrière dans les appareils syndicaux et politiques de l'Etat capitaliste, comme l'un des catalyseurs d'une orientation générale des recherches marxistes, suivie d'ailleurs par des théoriciens et dans des perspectives différents (le Sartre de « Questions de méthode », Bourdieu, un peu plus tard Althusser et Lefebvre¹⁵...), vers un approfondissement de la théorie de la reproduction, allant jusqu'à reconnaître l'intériorité des rapports idéologiques aux rapports de production, donc la manière dont les conflits idéologiques de classe entrent dans la constitution même de la force de travail.

C'est dans cette instabilité structurelle que l'on peut identifier le spectre des effets, sur et dans les appareils universitaires, des mutations historiques d'après-guerre, concernant le système de production capitaliste à l'échelle nationale et internationale, et concernant la forme

¹⁴ C'est en ce sens qu'Althusser écrit, en schématisant ce qui reste une situation limite ou « idéale » : « [L'Ecole] prend les enfants de toutes les classes sociales dès la Maternelle, et dès la Maternelle, avec les nouvelles comme les anciennes méthodes, elle leur inculque, pendant des années, les années où l'enfant est le plus "vulnérable", coincé entre l'appareil d'Etat Famille et l'appareil d'Etat Ecole, des "savoir-faire" enrobés dans l'idéologie dominante (le français, le calcul, l'histoire naturelle, les sciences, la littérature), ou tout simplement l'idéologie dominante à l'état pur (morale, instruction civique, philosophie). Quelque part vers la seizième année une énorme masse d'enfants tombe "dans la production" : ce sont les ouvriers ou les petits paysans. Une autre partie de la jeunesse scolarisable continue : et vaille que vaille, fait un bout de chemin pour tomber en route et pourvoir les postes des petits et moyens cadres, employés, petits et moyens fonctionnaires, petits-bourgeois de toute sorte. Une dernière partie parvient aux sommets, soit pour tomber dans le demi-chômage intellectuel, soit pour fournir outre les "intellectuels du travailleur collectif", les agents de l'exploitation (capitalistes, managers), les agents de la répression (militaires, policiers, politiques, administrateurs, etc.), et les professionnels de l'idéologie (prêtres de toute sorte, dont la majorité sont des "laïques" convaincus) » (*Sur la reproduction, op. cit.*, p. 290-291). Rappelons que l'analyse de ces différenciations internes à l'AIE scolaire formera, dans le prolongement des propositions d'Althusser, l'un des axes du travail réalisé par Baudelot et Establet dans *L'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1972.

¹⁵ Cf. *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production*, Paris, Anthropos, 1973.

des Etats capitalistes, soit le développement (évidemment inégal entre les Etats) de l'Etat social reposant pendant quelques décennies sur la combinaison a) d'un relatif consensus autour de la mise en place d'institutions de protection sociale, b) d'un compromis plus ou moins stable des partis ouvriers avec les partis socio-démocrates et les partis conservateurs, c) et d'une systématisation des ségrégations « nationales » au détriment des travailleurs immigrés et des populations colonisées vers lesquelles sont déplacés les procédés de production de « plus-value relative » et les tendances à la surexploitation dont ces procédés sont indissociables (point qui aura son importance pour la dialectique de politisation qui sera évoquée plus loin). Je rappellerai ici brièvement des éléments généraux, amplement étudiés et souvent rappelés par ailleurs.

a/ Les premiers concernent des mutations macro-économiques de l'économie-monde. La place considérable prise par les institutions universitaires, comme appareil social de masse des Etats capitalistes, est étroitement liée aux reconfigurations de la division internationale du travail productif dans la phase de reconstruction de l'économie européenne et de polarisation de l'économie-monde sur la puissance industrielle, financière et monétaire des Etats-Unis. De ce point de vue, avant même de s'interroger sur le rôle précis des luttes de libérations nationales, du Vietnam, des guérillas sud-américaines et africaines etc. sur le processus de politisation des étudiants d'Occident au fil des années 1960, il faut commencer par souligner que les institutions universitaires du « capitalisme avancé » sont elles-mêmes un produit indirect d'une reconfiguration du système de dépendance inégale entre pays du « centre » et pays « périphériques ». Si cette reconfiguration voit se développer l'exportation de capitaux des pays du centre vers des secteurs de pointes et des industries à fort taux de profit dans les pays dits périphériques (Samir Amin en fera par exemple l'analyse au tournant des années 1960-1970), c'est en la combinant avec les formes classiques de spécialisation forcée de leurs économies dans des secteurs où, à productivité égale avec les pays du « centre », le travail est rémunéré à un taux plus faible (production de matières premières, agricoles, certaines parties de la production industrielle, etc.). La spécialisation corrélative des pays du « capitalisme avancé » dans les secteurs productifs dont le taux de profit est alors principalement relevé par une intense activité d'innovation scientifique et technologique, implique une main d'œuvre à haute qualification, donc un parcours de formation plus long au sein des structures de l'enseignement supérieur, passage obligé pour accéder à des positions sociales et professionnelles jugées satisfaisantes (et ce y compris quand les difficultés internes à la sphère économique entraîne une dévalorisation des diplômes universitaires et tendent à faire de l'université une sorte de tampon absorbant, éponge permettant de différer l'arrivée sur le marché du travail d'une masse populationnelle croissante).

b/ Dans cette donnée macroéconomique, s'emboîtent des modifications internes au procès de travail industriel dans les pays du « centre ». Je me contente là aussi de remarques schématiques, puisqu'il a souvent été souligné que les potentialités antagoniques recelées par les institutions universitaires devaient être référées aux transformations de la composition du capital dans la structure du procès de production : mutations dans la structure du capital constant, affectant les conditions et les orientations de la recherche techno-scientifique, les modes d'incorporation de la science aux moyens techniques de production... ; mutations dans la structure du capital variable, affectant les formes de qualification de la force de travail, la complexification du système des postes de travail où coexistent les O.S. et les postes de techniciens et d'ingénieurs, postes commerciaux et de *public relations*, postes administratifs et de « gestion des personnels » etc. Apparition, en somme, de nouveaux besoins de main d'œuvre, et donc corrélativement de nouvelles formes d'intégration et de « consommation »

de la main d'œuvre dans la hiérarchisation complexe des rapports d'exécution, de surveillance et de direction¹⁶.

c/ C'est ce qui fait des institutions universitaires d'enseignement supérieur un lieu de si vive cristallisation à la fois des aspirations ouvertes par les nouveaux jeux de la mobilité sociale sous le « miracle économique » (version protestante-fédérale), sous le « boom » économique (version cosmique-méridionale), sous les « Trente Glorieuses » (on n'exagère ! quinze, à la limite poussivement, vingt années glorieusement payées par le maintien et le renforcement des inégalités sociales, les guerres dans les colonies, la mise en place des dictatures de substitution, et l'intensification de l'exploitation du tiers-monde, serait un chiffrage plus raisonnable...), et donc aussi, inévitablement, des déceptions, des craintes et des frustrations. Je citerai ici le politologue Bernard Lacroix qui, récemment, a bien rappelé l'essentiel de cet apport de la sociologie des institutions scolaires des années 1960-1970, pour décrypter le rôle de la conjoncture universitaire dans le déclenchement et dans certaines formes prises par la mobilisation étudiante de 1968. Ajoutons au préalable que ce décryptage n'impose aucunement d'y chercher une cause suffisante, et qu'il n'exclut pas une élucidation de cette conjoncture en termes de contradictions de classe : il permet au contraire d'analyser la complexification de la structure d'un marché du travail qui, outre les paramètres classiques d'offre et de demande de travail, de rémunération et de mobilité de la force de travail, intègre à présent ceux d'un marché de la qualification ou de la diplomation relativement autonome, attaché à des structures institutionnelles spécifiques et distinctes de l'entreprise, et soumis à ses propres mécanismes de concurrence, d'inflation et de dévaluation des titres qualifiants :

« Schématiquement, le nombre des "étudiants" dont les parents n'ont fréquenté ni le lycée ni l'université s'accroît significativement et conduit ceux-ci à attendre de l'école, au sens large, les rétributions (notamment professionnelles) qu'elle donnait à d'autres, au temps où ils n'y avaient pas accès, à un instant précisément où l'élévation des attentes de tous rend impossible que chacun tire son épingle du jeu conformément à ses espoirs. [...] Les "événements de 68", les processus de mobilisation qui les accouchent et en particulier les mobilisations étudiantes qui en battent le rappel, procèdent d'une situation collective, dont il est impossible de saisir la dynamique autrement qu'à partir des aspects relationnels qui en font une configuration d'interdépendance. On peut en décrire les aspects élémentaires en termes d'anomie, d'accroissement de l'intensité des compétitions pour l'accès à la profession et de déclassement à court terme inévitable pour une partie des compétiteurs. [...] Tout donne à penser, en l'absence d'hypothèse concurrente, que cette déception collective, avec l'humeur revendicative, protestataire et anti-institutionnelle qu'elle induit, se trouve à l'origine de quelques unes des mobilisations observables : de *certaines* des mobilisations immédiates qui précèdent et accompagnent l'événement (en s'exprimant, entre autres, sous les dehors du travail militant, visant à affirmer et à affermir l'existence et la possibilité de positions "politiques" distinctes des positions politiques constituées) ou bien de *quelques unes* des mobilisations postérieures à la crise politique qu'ouvre la réussite des mobilisations étudiantes

¹⁶ Marx soulignait dans *Le Capital* une tendance à la fusion, au sein de l'organisation coopérative du « travailleur collectif », des fonctions de surveillance et de direction comme « fonctions du capital ». Pour la période qui nous intéresse, on assisterait plutôt à une redifférenciation de cette double fonction direction-surveillance : le groupe *Socialisme ou barbarie* en fera un thème d'analyse central, montrant comment le monde salarié, après une phase de prolétarisation de la petite-bourgeoisie sous ses formes classiques, artisanale et commerçante, se re-stratifiait en sous-catégories dans l'écheveau segmentaire complexe des entreprises et des administrations du « capitalisme tardif » – segmentation rendant caduc la thèse classique d'une tendance inéluctable vers une paupérisation croissante de la population censée radicaliser irréversiblement la bipolarisation antagonique du champ social.

et ouvrières (comme le sont ces tentatives pour fuir hors du monde qu'incarnent à la faveur de la lenteur du reflux de la mobilisation politique, les « protestations communautaires »). »¹⁷

Ce qui importe à nouveau ici, de ce point de vue sociologique, ce n'est pas que l'université, les savoirs qu'on y transmet, la formation qu'elle réalise des individus comme porteurs de « compétence » – à la fois des savoir-faire et des titres, de la force de travail utilisable et du « capital symbolique » –, soient articulés à la structure de production économique ; c'est qu'au contraire ils ne soient pas ou ne le soient jamais assez. Ce pour quoi sans doute l'appareil universitaire doit compenser en permanence son « dysfonctionnement » par l'activation de son idéologie humaniste qui devient dès lors une condition interne de son « fonctionnement ». Sartre souligne précisément ce point en 1970, dans le style simplificateur d'un texte militant qui fait directement écho à l'explication sociologique tout en inversant son vecteur déterministe en un sens subjectivement actif, voire volontariste :

« Les étudiants, à peine se mettent-ils au travail, constatent, d'une part, que l'enseignement octroyé a pour but exclusif de former des cadres en fonction des exigences de l'industrie privée et, d'autre part, que, sous sa forme actuelle, il n'est même pas capable de remplir cette fonction.

C'est dans les études littéraires, évidemment – philosophie, sociologie, psychologie, histoire, littérature –, que cette contradiction est le plus éclatante. Un futur ingénieur agronome, un futur mathématicien pourront peut-être, dans la société dite "de consommation", détenir un certain pouvoir au prix de leur totale aliénation. Mais un "littéraire" ? Il a été sans doute attiré par cette mystification "humaniste" qui remonte au début du siècle dernier et d'après laquelle l'Université dispense, sous le nom de culture, un savoir désintéressé. Que fera-t-on de lui ? Un professeur ? Peut-être : ainsi le corps enseignant se renouvelle sans se changer.

Mais pourquoi donc enseigner ces matières ? Et que seront les élèves qui ne deviendront pas professeurs ? Au mieux, des psychologues-testeurs, des public-relations, des rédacteurs publicitaires. Les étudiants en lettres découvrent le mensonge : s'il faut tester, disent-ils, apprenons les tests. Mais, en même temps, la plupart refusent la vie qui leur est préfabriquée : aliénés, complices du patronat, on exige d'eux qu'ils se fassent, jusqu'à la retraite, les flics de l'entreprise privée ; leurs tests et leurs rapports décideront, entre autres facteurs, de l'avancement ou de l'élimination des cadres. Cadres, flics, flics de cadres : ça non ! Ils n'en veulent pas, de ce beau destin. »¹⁸

Evidemment, il sera toujours possible de lire un tel refus comme « l'expression » des contradictions objectives du marché du travail, ou comme le signe que ces contradictions franchissent un seuil et traversent ce que Bourdieu appelle un moment critique des stratégies de reproduction. Dans son schéma élémentaire, cette expression dans la conscience des agents, elle-même inconsciente des causes qui la déterminent, procéderait ainsi par une série d'inversions rationalisantes, du rejet du sujet par la structure au refus subjectif de la structure (« puisque vous ne voulez pas de moi, alors je ne veux pas de vous ! »), de la déception à la revendication contestataire, et, à la limite, au refus au-delà de toute revendication ou de toute demande (« s'il n'y a pas de place pour nous là-dedans, alors nous refuserons d'y réclamer la moindre place, nous irons voir ailleurs, ou nous ferons d'ici même un ailleurs... »). Encore convient-il d'introduire ici quelques précautions, non seulement pour éviter de tirer l'explication sociologique vers un réductionnisme qui court-circuiterait purement et simplement d'autres chaînes de causalité – qui prétendrait en particulier faire l'économie de toute dialectique spécifiquement politique des mobilisations étudiantes dont la conjoncture scolaire n'est qu'un élément surdéterminé, c'est-à-dire orientable dans des directions

¹⁷ Bernard Lacroix, « D'aujourd'hui à hier et d'hier à aujourd'hui : le chercheur et son objet », in *Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, Revue du Groupe d'Analyse Politique, 2008 (texte en ligne).

¹⁸ J.-P. Sartre, « La jeunesse piégée », in *Situations*, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245.

idéologiques et politiques les plus divergentes¹⁹ –, mais en outre parce que sur ce terrain sociologique même, le risque est de compenser subrepticement son objectivisme par une psychologie implicite que l'on ne peut accepter sans examen. Car après tout, il ne va pas du tout de soi que les « tensions objectives » du champ compétitif dans la distribution inégale du capital symbolique, s'intériorise subjectivement dans la forme d'un refus, ou que ce qu'on appelle « déception », « frustration », « peur du déclassement » etc., se retourne en une contestation de l'ordre social dans son ensemble (quand bien même l'on veut concevoir cette contestation comme la forme inversée mais symétrique d'une « fuite hors du réel », dans « l'imaginaire », dans « l'utopie » etc.). En tout cas il y a là une « évidence » qui mériterait d'être interrogée, ce qui pourrait ouvrir au moins dans deux directions :

– D'abord, il y aurait lieu d'analyser pour elle-même cette peur du déclassement, qui a une histoire. Siegfried Kracauer, par exemple, avançait des propositions en ce sens quand, dans *Les Employés*, à la fin des années 1920, il identifiait dans l'angoisse de déchéance sociale de la petite-bourgeoisie berlinoise l'affect d'une contradiction particulièrement intense entre des conditions matérielles de vie qui la faisaient déjà rejoindre le prolétariat, et le surinvestissement d'une « identité bourgeoise » dans une sorte de crispation qui ne pouvait réagir à cette angoisse sans la renforcer en retour²⁰. Dans l'histoire de cet affect, il conviendrait de repérer les mécanismes objectifs de différenciation et de contradiction de classes, et les différents modes de représentation de ces différences, jusqu'aux formes extrêmes de haine et de racisme de classe. Notons alors simplement ici, car ce point aura sans doute son importance pour analyser les alliances parfois fragiles, ambiguës, parfois aussi vigoureusement rejetées de part et d'autre, entre mouvements étudiants et mouvements ouvriers, que ces représentations distinctives n'ont pas seulement pour contenu des conditions de vie matérielles et des modes d'être culturellement déterminés, mais sont aussi attachées à des organisations et des institutions, et à des répertoires d'images, d'événements et de symboles dont ces organisations sont les supports. Dans cette histoire, il faudrait certainement donner place également à la manière dont les différences de classe sont toujours travaillées, et

¹⁹ On se souvient de l'objection qu'Althusser adresse à Michel Verret : c'est bien joli d'expliquer que la jeunesse estudiantine, globalement issue de la petite-bourgeoisie, et encore à l'abri des dures lois du monde du travail, se trouve dans une position particulièrement propice à une remise en cause « aristocratique » des « Valeurs établies », à une contestation idéaliste et utopiste de « l'Ordre établi » etc. Encore faut-il expliquer pourquoi cette remise en cause peut prendre, ici, la forme d'« une révolte à dominance esthétique-anticléricale, comme celle de la jeunesse "surréaliste" aux lendemains de la guerre de 14-18 », là, la forme de « révoltes fascistes et bientôt fascistes [comme celles] qui ont submergé la plupart des pays d'Europe occidentale après les années 27 en Italie, et 33 en Allemagne, même menacé la France entre 1932 et la guerre », ou là encore, la forme d'une « révolte progressiste », dont les aspirations anti-autoritaires et de démocratisation radicale s'observent à l'échelle mondiale, par-delà les frontières des bourgeoisies nationales (cf. *Penser Louis Althusser*, Ed. Le Temps des Cerises, p. 72-73).

²⁰ Siegfried Kracauer, *Les Employés : aperçus de l'Allemagne nouvelle*, 1929, tr. fr. Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2004 (et dans la Préface, p. 12-13). Dans sa recension des *Employés*, Walter Benjamin soulignera cet aspect : « l'idéologie des employés représente une extraordinaire occultation de leur situation économique réelle – laquelle est très proche de celle du prolétaire – derrière un écran de réminiscences et d'aspirations héritées de la bourgeoisie. Il n'existe aujourd'hui aucune classe dont la pensée et la sensibilité soient plus étrangères à la réalité concrète de sa vie quotidienne. Autrement dit : l'adaptation à ce qui dans l'ordre actuel est indigne de l'homme se trouve aujourd'hui plus avancée chez l'employé que chez l'ouvrier salarié. Sa relation indirecte avec le processus de production est compensée par une implication beaucoup plus directe dans les types de rapports humains qui caractérisent ce processus » (W. Benjamin, « Un marginal sort de l'ombre » (1930), tr. fr. in *Œuvres*, Gallimard « Folio », t. II, p. 181-182 ; et p. 185 sur les « cautions universitaires du taylorisme »).

mobilisent toujours plus ou moins consciemment, la représentation d'une classe-limite ou d'une masse hors classe – ce que Hegel évoquait comme une « plèbe » (*Pöbel*) –, dont la place fut occupée par les ouvriers avant que le prolétariat industriel impose et se voit imposé sa représentation comme classe, et qu'il reproduise à sa propre marge la représentation d'une masse hors-classe, « sous-prolétariat » aux contours par définition insaisissable, populations « superflues », vagabonds, paysans déterritorialisés vers les agglomérations urbaines, étrangers, étudiants déclassés et *emarginati*...

– Dans une seconde direction, il faudrait donner place à une analyse des modes de *politisation du refus* qui empêchent de limiter ce dernier à un effet psychologique des tensions objectives sur le marché concurrentiel des positions sociales, mais qui imposent un repérage de la façon dont le refus peut être codé dans des rapports de forces et comme rapport de force, dont il peut être pensé tactiquement, dont on en préconise l'organisation et l'institutionnalisation matérielles qui permettraient d'articuler ce refus à une stratégie de longue durée capable de résister aux renversements de conjoncture et de persévérer à travers les compromis nécessaires. On se souvient que, dans les années 1964-1965, Mario Tronti faisait d'une telle « stratégie du refus » la pierre angulaire et la condition de possibilité même d'une relance d'un processus révolutionnaire étouffé par l'intégration des organisations syndicales et politiques ouvrières dans l'Etat capitaliste. Notre thème de séminaire attirera surtout l'attention ici sur Rudi Dutschke, qui, en 1968, qualifiera précisément comme « stratégie du refus organisé » ou « processus de la *révolution par le refus organisé* », la ligne stratégique appelée par la conjoncture et le moteur de création institutionnelle qui lui est adéquat²¹. Enfin les textes de Tronti ont-ils circulé dès ces années-là en Allemagne, ont-ils été traduits, Dutschke en a-t-il eu connaissance directement ou indirectement ?

II. Politisation

Le deuxième moment de la dialectique de politisation que j'ai annoncé, c'est celui qui se noue au niveau de l'appareil universitaire lorsqu'il se trouve investi par des pratiques et des discours qui le constituent en un lieu et un enjeu politique. Je repartirai à nouveau de la donnée structurale évoquée précédemment avec Althusser, mais pour l'infléchir autrement. Dans la préface qu'il rédige en 1972 pour l'anthologie de Daniel Lindenberg, qui regroupe sous le titre *L'Internationale communiste et l'école de classes* un ensemble de textes rédigés sous la III^{ème} Internationale sur la question scolaire et universitaire, Nicos Poulantzas reprend le concept d'Appareil Idéologique d'Etat scolaire pour mettre en discussion la thèse déjà évoquée d'une « dominance » de l'AIE scolaire-universitaire dans le MPC :

« Il est loin d'être prouvé que l'école est l'appareil *dominant* du *mode de production* capitaliste. Gramsci notamment, qui a été celui qui a le premier explicité la conception des appareils idéologiques d'Etat, pensait que ce rôle revenait à l'appareil syndical de collaboration de classe. *Plus, même* : on peut avancer que l'Etat du M.P.C., et pour des raisons complexes tenant à la fois des rapports de production de ce mode dans leur articulation au politique et à l'idéologie et des formes spécifiques qu'y revêtent les classes et la lutte des classes, ne possède en fait pas, *comme tel*, un appareil idéologique dominant *invariant*. Et ceci à l'encontre du cas de l'appareil religieux dans le mode de production féodal où, comme le notait Marx, le rôle déterminant des rapports de production se réfléchissait par le rôle dominant de l'idéologie sous sa forme religieuse. Dans le cas du M.P.C., le rôle dominant parmi les A.I.E. peut être détenu par des appareils idéologiques différents – donc également par l'école – suivant les stades de ce mode dans leur combinaison concrète à l'intérieur de

²¹ R. Dutschke, *Ecrits politiques*, tr. fr. Paris, Christian Bourgois, p. 99-100 et surtout p. 148-155.

chaque formation sociale capitaliste, et la lutte des classes qui s'y déroule, *bref suivant les étapes historiques que traverse chaque formation capitaliste...* »²²

La précaution que Poulantzas entend prendre ici, quelle que soit sa généralité, a au moins le mérite de revenir sur l'idée d'Althusser d'une dominance de l'AIE scolaire pour en interroger le sens et en préciser les conditions de validité. Il ne fait pas de doute que pour Poulantzas, il convient de prendre quelque distance avec le point de vue « scolaro-centré » auquel ont pu conduire les événements de 68, dans les répercussions desquels Althusser avait avancé cette thèse. Sans doute s'agit-il également de rectifier certaines formules fonctionnalistes, ou comme dit Poulantzas, « institutionnalistes », d'Althusser, qui pouvaient tendre à minimiser la dynamique motrice des luttes de classes ou à faire de celles-ci une simple résultante de « disfonctionnements » des institutions (on se souviendra qu'Althusser avait ajouté à son texte un appendice où il se défendait d'une telle compréhension de ses propositions²³). Mais si l'on revient à cette conjoncture des années 1968, c'est-à-dire en réalité à la quinzaine d'années qui précèdent les émeutes étudiantes et la grève générale, on peut émettre l'hypothèse que la « dominance » dont parle Althusser ne consiste pas seulement en ce que l'université remplit une fonction particulièrement importante dans les stratégies de reproduction de classe, mais aussi, comme je le suggérai tout à l'heure, de ce qu'elle n'y parvient pas²⁴. Ajoutons à présent : de ce qu'elle y parvient d'autant moins ou dans des conditions d'autant plus conflictuelles, qu'elle n'est pas seulement une pièce du système de l'appareil idéologique scolaire, mais qu'elle est devenue aussi une pièce du système de l'appareil idéologique syndical (par le biais du syndicalisme étudiant), et une pièce du système de l'appareil idéologique politique (par le développement des organisations politiques étudiantes), qu'elle est devenue depuis des années le point de départ d'une contestation de l'appareil idéologique familial (qui trouvait certaines de ses sources dans des critiques du familialisme bourgeois avant-guerre, mais qui a aussi son originalité), qu'elle est devenue également un élément non négligeable de l'appareil idéologique de l'édition et de l'information, générant des rapports antagoniques variables avec l'appareil idéologique médiatique et avec le traitement médiatique du savoir et de l'information (cf. la presse Springer). – En somme, l'Université, comme structure institutionnelle et comme système de pratiques, est devenue, à travers les multiples conflits dont elle a été le lieu, le point de départ et souvent la cible directe, un point de cristallisation des antagonismes qui traversent de façon plus ou moins sourde ou ouverte l'ensemble des conflits dans la reproduction des idéologies

²² N. Poulantzas, Préface à l'anthologie de Daniel Lindenberg, *L'Internationale communiste et l'école de classe*, op. cit., p. 8-9. Quelques années plus tard, Poulantzas appliquera cette thèse dans le diagnostic d'un déplacement du « rôle idéologique principal [...] de l'école, de l'université, de l'édition vers les médias », reliant ce déplacement à « un déplacement plus général [au sein des circuits étatiques de direction politique et économique] des procédures de légitimation, des partis politiques à l'administration d'Etat dont ils étaient, par là même [N.P. veut dire : jusqu'alors], les interlocuteurs privilégiés. Il en est probablement le fondement : le redéploiement des médias va de pair avec leur contrôle multiforme et croissant par l'administration d'Etat, la logique et la symbolique mises en œuvre dans le discours médiatique reproduisent par décalque celles, actuelles, de l'administration » (N. Poulantzas, « La crise des partis », 1979, rééd. in *Dialectiques : Nicos Poulantzas. Repères*, Paris, Maspero, 1980, p. 179-180). – A rebours, faut-il en déduire que la logique et la symbolique mises en œuvre dans le discours universitaire, tant des enseignants et chercheurs que des étudiants, reproduisaient par décalque celles des procédures de légitimation couplant institutions parlementaires et partis politiques ?

²³ L. Althusser, *Sur la reproduction*, op. cit., p. 253 et s.

²⁴ C'est-à-dire : c'est sous la dominance de la reproduction idéologique scolaire que se réalise (et dont dépend) l'articulation (censément « organique ») de la reproduction des rapports sociaux de production et de la reproduction des « rapports sociaux idéologiques ».

dominantes et dominées. On pourrait dire en ce sens que la dominance de l'A.I.E. scolaire serait le corrélat de la position de l'appareil universitaire dans la chaîne des mécanismes de la reproduction sociale, économique et idéologique : la position d'un maillon faible. Ce n'est pas chez quelqu'un particulièrement réputé pour un léninisme impénitent, que l'on trouve cette idée de l'université comme maillon faible des appareils idéologiques scolaires, syndicaux, et politiques. Je cite à nouveau Dutschke :

« Les contradictions économiques et politiques apparues à la fin de la période de reconstruction du capitalisme en R.F.A. [...] paraissent annoncer le début d'une contre-tendance. Cette opposition naissante [...] a débuté dans l'élément du système le plus faible actuellement, à savoir l'Université, qui s'est mise à jouer un rôle de plus en plus grand dans le processus de récusation du capitalisme, mais qui possédait aussi des facultés subversives dont l'influence sur l'Université tout entière est devenue des plus importantes »²⁵.

Pour nous en tenir aux contradictions politiques – nous reviendrons je suppose sur les contradictions économiques auxquelles Dutschke fait allusion ici lors de notre section « Allemagne Années 1960 »²⁶ –, retenons cet élément central longuement analysé par les auteurs de *La révolte des étudiants allemands* lorsqu'ils pointent, dans la jeune histoire de la Freie Universität entre 1947-1948 et 1968, la conjugaison d'un mouvement de promotion d'organisations étudiantes reposant sur les mécanismes de représentation démocratique, et la persistance et même le renforcement des pratiques autoritaires de direction et d'administration au sein de l'institution. Si cette contradiction a une signification immédiatement de politique, et non seulement celle d'une « manipulation » d'une démocratie de façade par une bureaucratie institutionnelle, c'est que ces organismes étudiants avaient été conçus comme un appareil essentiel pour assurer une double intégration de la population étudiante dans la forme du *Rechtstaat* fédéral : *intégration idéologico-politique* dans les structures libérales de la démocratie parlementaire, dont le système de cogestion et de commissions paritaires étudiants-enseignants-administration était censé être le prolongement au sein de l'institution universitaire ; *intégration sociale* dans les structures de l'Etat social, puisque ces organismes étudiants étaient conçus comme une pièce centrale de la reconnaissance statutaire et juridique des étudiants²⁷. Dès lors, l'incapacité à accorder le moindre pouvoir réel aux organes représentatifs étudiants pouvait conduire à une remise en cause des limites étroites dans lesquelles les institutions bourgeoises pouvaient tolérer leur propre idéologie politique libérale, et de l'incapacité à supporter une démocratisation effective d'un « Etat Providence » qui ne promettait « providentiellement » (« miracle économique » oblige) de garantir l'ordre et la prospérité économique qu'en réamorçant une tendance autoritaire et répressive de la dictature de classe de la bourgeoisie dirigeante. Et cette remise en cause à son tour pouvait s'étendre en deux directions, vers l'extérieur de l'Etat fédéral et vers l'intérieur de l'institution universitaire : ces contradictions politiques se répercutaient directement sur la construction idéologique dans laquelle l'Université Libre et ses dispositifs cogestionnaires avaient d'emblée mis place, celle d'un anticommunisme radical qui faisait de la F.U. et du

²⁵ R. Dutschke, *Ecrits politiques, op. cit.*, p. 74.

²⁶ Sur ce point, voir R. Dutschke, *ibid.*, p. 46-47 et 62-63. Pour l'aspect que je développe ici, on remarquera l'attention que prête Dutschke à l'autonomie relative de la F.U. par rapport à l'AIE politique, par exemple p. 53 et 67.

²⁷ Rappelons que c'est parfois aussi par la reconnaissance d'un statut de « travailleur » que les étudiants accèdent à certains droits sociaux. En France, l'article 1 de la « Charte de Grenoble » de l'UNEF, signée en avril 1946, énonce : « L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel », ce qui intègre les étudiants aux institutions de l'Etat social en leur accordant le droit au travail, le droit à une sécurité sociale étudiante etc. (L'entrée des étudiants dans le système de la sécurité sociale revendiquée par la charte de Grenoble, sera entérinée par la création en 1948 de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), chargée de la gestion du régime étudiant de sécurité sociale).

fonctionnement prétendument démocratique de sa « communauté des étudiants et des enseignants », un contre-modèle et une « université de combat » contre la RDA ; et ces mêmes contradictions politiques simultanément se répercutaient directement au sein des organismes étudiants elles-mêmes, dont elles exhibaient les fonctions contradictoires comme organes « démocratiques » de contrôle et d'assujettissement des étudiants au sein de l'Etat éducateur bourgeois.

Que le processus de politisation des étudiants dans cette période fut alors directement lié à une lutte permanente pour politiser ces organes, et que cette lutte apparut toujours plus clairement comme la tâche de faire sortir ces organes de la structure idéologique, administrative et politique de l'institution, toutes les analyses conduites par Dutschke et ses acolytes en témoignent²⁸. Il faudra y revenir. Abstraction faite de la singularité de la F.U., et pour tirer d'emblée des remarques de portée plus générale, on retiendra la réciprocité des deux propositions suivantes (on pourrait certainement les formuler au présent) :

— Il n'y aurait pas eu de mobilisation de masse des étudiants sans des organisations syndicales et politiques dans lesquelles certaines fractions de la jeunesse scolarisée pouvaient entrer (et sortir !), et que de fait elles rejoignaient ou quittaient en fonction notamment des degrés d'intégration de ces organisations aux structures institutionnelles et administratives de l'université (i.e. des positions et des fonctions qu'elles tenaient dans les commissions et autres conseils délibératifs et décisionnels – avec toutes les pressions qu'exerçaient en elles tant la « base » étudiante que les instances de direction de l'université, pédagogiques, administratives, rectorales et ministérielles), mais aussi en fonction des liens que ces organisations elles-mêmes entretenaient avec d'autres organisations extra-universitaires (syndicats professionnels, partis politiques...), liens là encore variables, de l'adhésion à la distance critique, de la subordination la plus passive à la contestation et l'opposition ouverte.

— Mais en retour, ces organisations syndicales et politiques n'auraient eu aucune efficacité (et elles n'auraient eu aucune incidence en dehors de leurs adhérents, comme ce fut au contraire le cas), si elles n'avaient pas été travaillées par une dialectique propre, par laquelle elles intériorisaient dans leurs rapports de forces et leurs conflits internes trois dynamiques achevées : a) les revendications et les contestations d'une base elle-même hétérogène (que l'on pense par exemple aux rapports complexes de la base étudiante et de l'ASStA dans la F.U.), b) les rapports conflictuels que ces organisations entretenaient entre elles (par exemple rapports entre l'UNEF et l'UEC, ou entre le SDS et la ASStA à la F.U.), c) les rapports conflictuels qu'elles entretenaient avec les syndicats professionnels et les partis politiques (par exemple les rapports de l'UEC avec le PCF, jusqu'à la « reprise en main » de l'organisation étudiant par le parti en 1965, qui précipitera les scissions de l'UEC et la création de la JCR et de l'UJCM-I ; ou en RFA les rapports conflictuels du SDS avec le SPD avant comme après la rupture de 1960-1961, mais aussi au sein de l'Außerparlamentarische Opposition²⁹).

²⁸ Cf. Uwe Bergmann, Rudi Dutschke, Wolfgang Lefèvre et Bernd Rabehl, *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition*, Hambourg, Rowohlt, 1968, tr. fr. *La Révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard « Idées », 1968, en particulier les textes de Bergmann et de Dutschke ; et dans les *Ecrits politiques* de ce dernier, par exemple les pages 52-53, 66-67, 69-72.

²⁹ Le *Dictionnaire de mai 68* de J. Capdevielle et H. Rey rappelle : « Suite à une longue tradition socialiste, la SDS a été créée en 1946 en un lien étroit avec le Parti social-démocrate (SPD). Mais, lorsqu'elle rejette, en 1960, le contenu du nouveau programme de Bad Godesberg (qui abandonne la référence au marxisme et à la classe ouvrière, ainsi que la neutralité pour la RFA), ce sont les grandes lignes de la politique de ce parti qu'elle remet en question. Ce dernier prend officiellement ses distances en novembre 1961. La SDS amorce dès lors une nouvelle orientation sur le plan institutionnel et théorique, devenant une ligue d'avant-garde » (Paris, Larousse, 2008, p. 53).

Que ces conflits, comme l'ont rapporté beaucoup d'acteurs qui y avaient pris part, aient été autant de lieux décisifs d'un apprentissage politique et de la formation d'une conscience politique, on le conçoit aisément. Ils sont sans doute des vecteurs décisifs de cette communication, que l'on retrouvera constamment dans les énoncés de mobilisation, de contestation, de revendication et d'expérimentation, entre le « dedans » et le « dehors » de l'institution universitaire. En guise de pierre d'attente d'une analyse plus précise de leurs mécanismes, je me bornerai à entrouvrir ici deux pistes de réflexion. La première conduirait à soutenir que ces conflits ne peuvent être analysés sans que soit tenu compte, non seulement des oppositions idéologiques et politiques dans lesquelles ils s'expriment, mais d'une tension plus générale dans laquelle ils sont pris entre processus de *politisation* et de *dépolitisation* de l'appareil universitaire ; et je ferai l'hypothèse que c'est dans cette tension-là que s'indique, fût-ce de manière très indirecte, l'efficace du pouvoir d'Etat dans l'université (ce que j'illustrerai brièvement à nouveau sur l'exemple de la Freie Universität de Berlin, qui, je dois l'admettre, convient particulièrement bien avec cette hypothèse mais qui ne peut sans doute pas être généralisé comme tel ; je le proposerai donc plutôt comme point de comparaison et de confrontation avec d'autres situations que nous rencontrerons cette année). Deuxièmement, l'analyse de ces conflits internes et externes aux organisations syndicales et politiques étudiantes impose de prendre en compte cette dialectique du dedans et du dehors à laquelle je faisais allusion à l'instant, cristallisant les luttes autour de *l'intrusion dans l'université* de problématiques sociales, économiques, institutionnelles et culturelles qui la débordent de toute part (avec les traductions concrètes dans l'espace physique des lieux de rassemblement, de *sit-in* ou de manifestation – entre le site universitaire et l'espace urbain, d'un établissement universitaire à un autre, d'un site universitaire à une usine etc.³⁰) ; mais cette analyse impose aussi et surtout d'élargir ce dehors, pour ainsi dire, aux coordonnées des relations internationales et de la géopolitique mondiale. Ce que je présenterai à nouveau comme une dialectique de ce que l'on pourrait appeler des *événements mondiaux intérieurs*, qui, en reprenant notre problème rencontré l'an passé sur la *communication des conjonctures*³¹, devrait permettre d'en dire un peu plus que le simple constat de la puissance mobilisatrice de la guerre du Vietnam et des guérillas guévaristes, de la révolution culturelle ou du Printemps de Prague.

³⁰ Rappelons que le 3 mai 1968, quand le doyen de Nanterre Pierre Grappin fait fermer la faculté par crainte d'affrontements entre les quelques 1500 étudiants attirés par les débats organisés à l'initiative du « Mouvement du 22 mars », et les groupuscules d'extrême droite venus en découdre, cette fermeture est immédiatement perçue par les étudiants comme une tentative de museler les débats – ce qui aura pour effet un bel exemple de « contre-finalité » à la Sartre : déplacer la mobilisation de Nanterre, où elle était encore relativement confinée, au plein cœur du quartier latin, modifiant la cartographie spatiale mais aussi symbolique des affrontements avec les pouvoirs rectoraux, ministériels, et, en dernier recours, policiers. (Lefèvre soulignera ainsi l'importance de ces polarisations spatiales des mobilisations et des affrontements). Dès lors, il y aura bien sûr aussi l'appel à un mouvement inverse : quitter la « centralité bourgeoise » du Quartier Latin pour rejoindre les périphéries populaires et ouvrières. Les alliances sont inséparables de mouvements critiques de déterritorialisation et de reterritorialisation. Sur les mouvements oscillants entre la F.U. et l'espace urbain de Berlin Ouest, cf. U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La Révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 43-44 et s.

³¹ Sur cette problématique, je renvoie notamment aux deux interventions de Livio Boni « Pour introduire l'Ordine Nuovo » (URL : <http://www.europhilosophie.eu/recherche/spip.php?article167>), ainsi qu'à l'intervention collective de M. Bazzan, A. Cavazzini, P. Marcolini, S. Pihet, G. Sibertin-Blanc au Forum International de Philosophie sociale et politique, Toulouse, juillet 2009, accessible prochainement sur le site du GRM.

1) *La dialectique de politisation et de dépolitisation.* Concernant le premier point, on peut repartir d'un processus général observable dans les années 1960 : à savoir que dans les mobilisations étudiantes y sont inséparables de mobiles proprement politiques, qu'ils touchent à la politique économique, au fonctionnement des institutions, à la politique internationale, aux prises de position des partis à l'occasion de tel ou tel événement, aux rapports de pouvoir et d'assujettissement qui se nouent dans le tissu microphysique de la vie quotidienne dont ils informent les gestes et les conduites, les régimes d'énonciation, les schèmes de perception et de sensibilité... Mais ces mobilisations doivent une part essentielle de leur conflictualité de ce qu'elles sont inséparables à leur tour d'une dynamique de politisation du site universitaire lui-même, dans toutes ses dimensions : ce qu'on y fait et comment on y vit, dans quels types de rapports s'y trouve-t-on pris, rapports symboliques et rapports vécus, rapports intellectuels, rapports pratiques et rapports statutaires, rapports de contraintes et de liberté. D'où les positions antagoniques auxquelles je faisais allusion à l'instant en parlant de dialectique de l'intérieur et de l'extérieur. Aux extrêmes : la défense d'intérêts étudiants absolument spécifiques (ou ce qu'on dénoncera aussi bien comme une défense strictement corporatiste), et à l'opposé, la représentation de l'université comme simple métonymie du champ social, métonymie de ses structures productives et marchandes, de ses rapports de domination politique et idéologique ; métonymie de son organisation de l'apathie généralisée, de la passivité consumériste, de l'aliénation et de la fétichisation de tous les rapports humains ; métonymie du monde du travail lui-même, de l'entreprise et de l'usine, dont l'université exprimerait « à l'état pur » (puisque hors du procès de valorisation) les rapports coercitifs, la division du travail, les mixtes de direction despotique, de hiérarchisation bureaucratique et de régulations syndicales... (C'est en poussant cette représentation métonymique de l'université comme *pars totalis* au bout de sa tendance, que l'on trouve vraisemblablement l'idéalisation d'une « classe étudiante » comme nouvelle « classe universelle », et des « étudiants les plus conscients » comme avant-garde des masses³²).

Mais peut-être les situations les plus intéressantes se trouvent-elles, non pas dans l'une ou l'autre de ces positions extrêmes, mais dans ce qui empêche au contraire de les séparer complètement, à savoir : l'ensemble des réflexions, des débats, des initiatives et des expérimentations pratiques, qui s'efforcent de tenir simultanément *l'intériorité* des mécanismes de la domination et de l'assujettissement social à l'université et la *spécificité* qu'y prennent ces mécanismes lorsqu'ils doivent mordre sur ces pratiques spécifiques que sont les pratiques du savoir. Ainsi lorsqu'on dénonce la teneur idéologique des contenus des programmes (c'est-à-dire aussi bien la prétendue neutralité idéologique des contenus dispensés), la passivité dans laquelle on fixe les étudiants, l'individualisme compétitif auquel on les astreint par la forme même des cours et des examens, les contraintes qu'on impose aux conditions d'accès ou de poursuite de la formation (question des bourses, des droits d'inscription, des délais du cursus et des « radiations obligatoires »...). Ainsi encore – et l'on touche là la pointe la plus acérée de cette ligne critique –, lorsque l'on met en cause l'articulation des rapports pédagogiques sur une coupure direction/exécution, donc la manière dont une différence de type travail intellectuel/travail manuel se trouve intégrée à l'intérieur même du processus intellectuel de l'apprentissage, reproduisant la « différence intellectuelle » au sein même du rapport au savoir entre ceux qui le produisent et le dispensent, et ceux qui le reçoivent passivement et qui en consomment les contenus intellectuels, comme l'écrivait déjà

³² Précisons en passant que c'est pour des raisons autrement sérieuses que Dutschke remarquera que, dans le contexte de la RFA où le mouvement ouvrier révolutionnaire a été liquidé par le fascisme, le stalinisme, et l'anticommunisme, le SDS ne peut éviter d'adopter, tactiquement et provisoirement, cette position (« nous devons partir dans notre travail politique d'une masse salariée passive et souvent abandonnée... », *Ecrits politiques, op. cit.*, p. 74).

Walter Benjamin, comme on gobe des médicaments. On verra d'ici peu l'importance de certains aspects de la Révolution Culturelle chinoise à cet égard, du point de vue d'une critique à la fois globale et radicale de la division intellectuelle/manuelle du travail à tous les niveaux où elle produit ses effets. Mais c'est un mouvement critique que l'on peut observer dès les premières mobilisations dans les années 1950, et où l'on pourra voir les études critiques sur les modes d'appropriation bureaucratique du savoir dans les institutions socioéconomiques et politiques, menées par exemple par l'Ecole de Francfort ou par le groupe Socialisme ou Barbarie, passer au service d'une critique de la monopolisation des conditions de la pratique des savoirs et de leur appropriation inégale au lieu primaire de leur production et de leur transmission : à l'école et à l'université³³.

Mais dès lors aussi, il conviendra d'être sensible à la façon dont, dans nos différents cas d'analyse, les dynamiques de politisation étudiante viendront se heurter à des contre-tendances, à des luttes pour dépolitiser l'université (notre situation actuelle est en partie le résultat de ce conflit, ou son compromis très instable). Ces luttes se développent à plusieurs niveaux, et l'on pourra en analyser les variétés tactiques : de l'intégration des organisations représentatives dans des commissions paritaires (donc dans des commissions essentiellement adaptées à la production de consensus relatifs sur des revendications strictement corporatistes ou « simplement techniques ») jusqu'à l'interdiction pure et simple des assemblées générales ou des séminaires dont les objets sont jugés indésirables, en passant par la suppression des subventions aux œuvres et aux caisses de solidarité des syndicats, par les pressions diverses pour faire signer des chartes d'apolitisme ayant pour effet de diviser les organisations³⁴, par le chantage aux examens, par la répression ciblée de certains étudiants isolés comme « agitateurs politiques », dont l'étiquetage comme « meneurs » produit par contre coup un effet d'interpellation sur la masse étudiante en « usagers responsables », « étudiants conscients de leurs devoirs », bref, somme d'individus apolitiques. Mais l'on pourra aussi repérer la manière dont ces conflits de tendance entre politisation et dépolitisation de l'université pénètrent à l'intérieur même des rapports au savoir et des représentations du savoir. Pour aller à l'essentiel : chaque fois que le site universitaire tendra à devenir une plateforme de débats, de réflexions collectives et d'initiative pratiques de la part des étudiants mobilisés, on verra la riposte dans la réactivation d'une *idéologie pédagogique*, qui peut prendre sans doute des formes variables, mais qui tourne toujours (c'est que nous avons essayé de montrer avec Legrand dans notre *Contribution à la critique de l'économie des savoirs*) autour d'une complémentarité entre une *représentation purement fonctionnaliste du procès pédagogique* (comme distribution supposée organique de fonctions abstraites : détenteur du savoir, récepteur du savoir, transmission ou communication, évaluation de la plus ou moins bonne réception, intégration tendancielle du récepteur dans une communauté des détenteurs, communauté qui était déjà présumée en droit par le rapport de transmission, tant il est vrai qu'on n'apprend que ce qu'on savait déjà, même si on ne le savait que dans la cervelle du grand Autre professoral) et une *représentation purement idéaliste du savoir* comme forme en soi, connaissance fétichisée en une forme de sens abstraite de ses conditions de production, de circulation distributive et d'appropriation. Complémentarité qui peut aussi bien prendre la

³³ Cf. par exemple les GTU (Groupes de travail universitaire) initiés au début des années 1960 par l'UNEF.

³⁴ Ce que fera par exemple le gouvernement français pendant la guerre d'Algérie pour affaiblir l'UNEF et soutenir en 1962 la création de la Fédération Nationale des Etudiants de France, à laquelle les subventions gouvernementales seront de plus en plus réservées.

forme d'une oscillation, permettant de s'accrocher au premier aspect quand le second est contesté, ou de se raccrocher au second quand le premier est mis en cause³⁵.

Prenons un moment pour détailler cette dialectique de politisation-dépolitisation sur un cas d'analyse précis. Je m'appuierai ici sur l'exposition que donne Uwe Bergmann du développement des luttes étudiantes dans la Freie Universität de Berlin dans la séquence 1948-1968. Séquence double en réalité, scandée par un tournant autour des années 1957-1958 dont on va voir immédiatement l'importance. Parmi les facteurs déterminants du déclenchement des premiers conflits suscités, au cours de l'année 1958, par la volonté affichées de « nombreux étudiants-fondateurs, puis de délégués étudiants, de tirer les étudiants de leur léthargie politique », Bergmann mentionne l'importance de *la phase de suspension de la guerre froide*, qui donne à voir un remarquable cas d'école de « contre-finalité » sartrienne. Jusque-là, en effet, les organes étudiants s'étaient majoritairement contentés « de reprendre tout bonnement à leur compte la formule selon laquelle l'Université libre devait servir de "porte-drapeau académique" à la croisade anti-communiste. Les textes publiés et les résolutions adoptées à cette époque expriment tous leur approbation à la politique suivie par l'Allemagne de l'Ouest et, donc, un refus inconditionnel de ce que faisait la R.D.A »³⁶. Durant sa première décennie d'existence, en somme, la F.U. remplissait parfaitement le rôle que beaucoup en Allemagne de l'Ouest voulait la voir remplir, et ce d'ailleurs en porte-à-faux par rapport aux étudiants-fondateurs qui s'étaient initialement montrés préoccupés au moins autant par le passé national-socialiste que par le communisme stalinien³⁷, et tout cas tout à fait hostiles à l'idée de faire de la F.U. un instrument de la restauration. En cela réside précisément la contradiction de la F.U. dans toute cette première séquence. On comprend alors pourquoi cette contradiction peut éclater lorsque, avec la mort de Staline, le XXe Congrès, la « détente » des rapports Est-Ouest, l'anticommunisme cesse d'être un catalyseur assez puissant pour obnubiler le positionnement idéologico-politique des étudiants de la F.U. Je cite à nouveau Bergmann : « Vers la fin de la guerre froide pourtant, quand les jeunes intellectuels cessèrent d'être littéralement obsédés par la critique du stalinisme, les étudiants de la F.U. s'orientèrent en direction de la critique de la société même où ils vivaient. Les conflits, que cette attitude nouvelle engendra, ne sont pas directement imputables en fin de compte à l'opinion publique berlinoise. Sans doute, celle-ci, aux yeux de laquelle la F.U., en raison de son anticommunisme précisément, servait de vitrine irréprochable à la ville, réagit avec colère à ce non-conformisme. Mais, craignant à bon droit

³⁵ On pourrait montrer cette opération par exemple dans l'article d'Althusser de 1964 « Problèmes étudiants », où la division interne au savoir entre science et idéologie, loin d'entamer les rapports pratiques au niveau desquels la forme de la « production » et la forme de la « transmission » du savoir deviendraient indissociables, renforce le schème fonctionnaliste de la relation pédagogique ; que le contenu enseigné soit « scientifique » ou « idéologique », la relation reste formellement la même : « transmission » d'un « contenu », donc relation unilatérale et abstraite entre quelqu'un qui le « possède » à quelqu'un qui ne le « possède » pas. Il faudrait également relire dans cette perspective le texte de jeunesse de Walter Benjamin « La vie étudiante » (1915), où la critique de la subordination de l'université au monde économique et à l'Etat ne conjure la représentation de l'accès au savoir comme acquisition passive d'un *Beruf*, métier et « vocation » (donc en l'occurrence une *destination sociale*), que par une idéalisation de son contraire : la pratique du savoir comme pure puissance créatrice et transformation immédiate de « la vie ».

³⁶ U. Bergmann, in Uwe Bergmann, Rudi Dutschke, Wolfgang Lefèvre et Bernd Rabehl, *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition*, Hambourg, Rowohlt, 1968, tr. fr. *La Révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard « Idées », 1968, p. 21-22.

³⁷ *Ibid.* p. 14-15, et la citation de Klaus Heinrich p. 16-17.

ce déchaînement de l'opinion, l'administration universitaire entreprit de couper court à l'engagement politique non conformiste du corps étudiant »³⁸.

Quels sont les premiers points de cristallisation des conflits dans cette période ? Entre autres : les discussions dans le Parlement étudiant du 25 juin 1958, autour de la décision de soumettre aux étudiants un questionnaire leur demandant ce qu'ils pensaient de la fourniture d'armes atomiques à la *Bundeswehr* (l'armée fédérale) ; l'affrontement, à l'occasion de la cérémonie commémorative du dixième anniversaire de la fondation de la F.U., entre l'A.St.A.³⁹ et le rectorat, après que ce dernier ait interdit la lecture du discours du président de l'A.St.A. jugé trop polémique ; en février 1959, un nouveau conflit avec le rectorat qui est particulièrement révélateur du problème posé par la politisation des étudiants – c'est-à-dire, encore une fois, la *contre-politisation* inversant la ligne que le gouvernement et les partis d'Allemagne Fédérale avaient soutenue initialement, et même activement promue, tant que cette politisation alimentait et appuyait le consensus « anti-totalitariste ». Ce conflit de février 1959 est déclenché par l'initiative des organes représentatifs des étudiants de lancer une campagne de signatures en vue d'adresser au *Bundestag* deux pétitions dénonçant la réintégration dans les services de l'État de nombreux anciens nazis (magistrats, hauts fonctionnaires...). Initiative qui donc, interpellant directement le Parlement fédéral et faisant des étudiants ses interlocuteurs directs, court-circuitait tout accord préalable des instances administratives et rectorales de la F.U. La riposte ne se fit pas attendre :

« Le recteur interdit au *Konvent* [Parlement étudiant de la F.U.] de discuter ce projet et sauta sur l'occasion pour définir son attitude envers la question plus générale de savoir dans quelle mesure les instances d'autogestion universitaires avaient le droit de prendre des décisions de caractère politique, si tant qu'elles y étaient habilitées. Une commission du Sénat académique fut mise en place à l'effet d'examiner le problème et proposa la création d'un comité permanent du Sénat pour veiller à l'éducation politique en général comme pour contrôler le droit d'expression politique au sein des organes universitaires. Malgré une forte opposition, le *Konvent* approuva à une faible majorité la constitution de ce comité. Toutefois, seul le comité d'éducation politique fut installé et, au lieu d'en faire autant pour le second, le recteur chargea la commission juridique du Sénat académique, où ne siégeait aucun étudiant, de donner son avis sur "les limites juridiques du droit d'expression politique à la F.U. et dans ses organes". La commission juridique dit que les instances estudiantines avaient droit à l'expression politique uniquement en vue de préparer des discussions à l'intérieur des commissions académiques (Sénat, Facultés), en d'autres termes, le Parlement étudiant ne pouvait prendre de décisions qu'à propos de questions débattues également au Sénat, et concernant donc les facultés. Par conséquent, selon la conception prépondérante au sein du corps professoral, il s'agissait seulement de questions ne sortant pas du "cadre de la mission effective de l'université, à savoir la recherche, l'enseignement et la formation professionnelle" »⁴⁰.

On a là un exemple clair des contradictions au sein desquelles est prise la F.U., à savoir une contradiction entre une université fonctionnant clairement comme un appareil idéologique d'Etat *politique* – la F.U. comme « université de combat » anticommuniste –, mais aussi comme un appareil devant constamment vacuoliser ou re-vacuoliser pour ainsi dire la politisation qu'elle suscite : ce que rend remarquablement visible l'épisode de février 1959, c'est que l'université doit osciller dans un rapport instable entre, d'un côté, une ouverture sur le champ social et politique, et simultanément, une conjuration de ses effets immaîtrisables, donc un « rapatriement » des positions de lutte étudiantes sur des enjeux strictement internes à

³⁸ *Ibid.*, p. 23.

³⁹ A. St. A. : *Allgemeiner Studentenausschuss* : Commission générale des étudiants, organe exécutif de la F.U., chargé de certaines tâches de gestion (restaurants universitaires, voyages d'études...). Il est élu par le *Konvent*, parlement des étudiants de la F.U.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 24-25.

l'institution universitaire. Evoquant deux autres épisodes d'intensification de la contestation étudiante au sein de la F.U., Bergmann note bien cette contradiction qui, en contraignant le rectorat à des louvoiements pour le moins contorsionnés, devaient éclairer les étudiants sur ce qu'ils étaient invité à entendre par ces « limites juridiques du droit d'expression politique à la F.U. et dans ses organes » que le rectorat avait chargé la commission juridique du Sénat académique de définir :

« Alors qu'en 1958 encore le Sénat académique avait fait bon accueil à un projet de collecte au profit des réfugiés et des étudiants algériens, le recteur repoussa le projet analogue, adopté le 9 février 1962 par le *Konvent*, alléguant à l'appui que l'organisation de cette quête posait un problème politique qui échappait à la compétence des organes représentatifs des étudiants. D'ailleurs, étant donné la situation présente à Berlin, il fallait observer une certaine réserve. En effet, soutenir les réfugiés algériens revenait à une prise de position politique contre la France, l'une des quatre puissances occupant la ville et dont il ne convenait pas de s'aliéner les bonnes grâces. Le président de l'A.St.A. ayant déclaré dans une lettre ouverte que les organes étudiants avaient pour devoir, "en vertu de la solidarité étudiante internationale, de prendre fait et cause en faveur de la liberté d'étudier pour tous les étudiants et d'agir là où cette liberté est menacée et réprimée", le recteur – dans la réponse qu'il lui fit – le renvoya une fois de plus à l'arrêt de la commission juridique »⁴¹.

Mais derechef, quelques mois plus tard de cette même année 1962,

« on vit à quelle vitesse le rectorat pouvait rectifier le tir, en ce qui concerne le droit d'expression politique du *Konvent*, du moins quand cela lui convenait. En effet, le Parlement étudiant décida le 6 juin 1962 de faire une quête de solidarité au profit d'étudiants, exilés politiques de la R.D.A. Le recteur lui donna son autorisation, en cherchant à se justifier d'accorder ainsi en juin ce qu'il avait refusé en février : cette fois-ci, faisait-il valoir, il existait des liens personnels étroits et effectifs entre l'Université libre et les réfugiés qu'on se proposait d'aider. Ainsi donc, il devenait évident que le recteur ne condamnait les prises de position politiques du corps étudiant, que si elles contrevenaient à une ligne donnée. Invoquant le "principe de la neutralité" quand il s'agissait de réfugiés algériens, alors qu'il se laissait guider par l'opportunité quand il était question d'étudiants est-allemands, le rectorat revint à la "neutralité" politique pendant l'été 1963 lorsqu'il interdit une campagne de signatures contre le sort réservé à Hong-Kong aux réfugiés chinois... »⁴².

Récapitulons : ces revirements incessants du pouvoir administratif et rectoral illustrent jusqu'à la caricature la dialectique de politisation et de dépolitisation interne à la F.U. Il est ici d'une limpidité absolue que l'administration universitaire et son appareil juridique propre fonctionnent ouvertement comme un marqueur de délimitation de ce qui est supposé « politiquement acceptable », ou de ce qui est acceptablement « politisable » au sein des organes estudiantins (et ce au moment même où, la chose mérite d'être relevée, du côté étudiant, la « liberté d'étudier » devient elle-même un motif de solidarité internationale et de contestation de la politique nationale). Mais répétons-le : ce ne sont pas les étudiants qui politisent une université qui ne le serait pas ; c'est la fonction politique que les autorités d'Allemagne fédérale assignent à l'université, qui fait d'emblée de celle-ci un lieu de politisation des étudiants qui s'y trouvent – et, partant, un lieu exposé aux renversements de rapports de forces politiques –, et qui du même coup et simultanément impose au pouvoir rectoral chargé d'imposer à cette université sa direction idéologico-politique de déplacer sans cesse la contradiction dans laquelle elle est prise entre son discours de « neutralité » apolitique et sa pratique explicite d'appareil idéologique d'Etat. C'est ce que j'appelais plus haut un effet de vacuolisation : dès lors que le positionnement politique des étudiants n'est plus immédiatement conforme à l'anticommunisme de rigueur en Allemagne fédérale, l'université devenait un cadre de neutralisation et de dépolitisation chargé de rabattre toute expression

⁴¹ *Ibid.*, p. 25-26.

⁴² *Ibid.*, p. 27.

collective des organes étudiants sur des enjeux « spécifiquement universitaires », académiques et apolitiques, – cette fonction vacuolisante, cette fonction de dépolitisation, se relâchant à l'inverse dès que la revendication étudiante se montre conforme au positionnement idéologico-politique dominant.

2) *Les événements mondiaux intérieurs*. Le rappel de cette séquence permet de faire un pas supplémentaire, avant d'en tirer à nouveaux des considérations plus générales. Ce dont témoignent ces derniers épisodes, c'est l'intrusion expresse de la scène mondiale dans les débats et les discours de mobilisation étudiants, dans les manifestations et les assemblées estudiantines, *et donc dans cette dialectique de politisation-dépolitisation*. Bergmann rappelle que c'est avec la mobilisation du « Semestre Vietnam » en 1965-1966 que cette intrusion déclencherà un effet de seuil⁴³. Il rappelle aussi que cette intrusion n'est pas sans précédent, qu'elle dessine au contraire, de façon discontinue mais récurrente, une dynamique qui traverse un grand nombre de mobilisations des étudiants de la F.U. depuis la fin des années 1950⁴⁴. Mais ce qu'il importe surtout de souligner ici, c'est *l'efficace* de cette intrusion de coordonnées internationales dans la dialectique de politisation et de dépolitisation. Cette efficace, elle consiste précisément à *forcer* cette dialectique, c'est-à-dire à la décentrer par rapport à son axe qui l'ordonne à une certaine symétrie : concrètement : à la décentrer par rapport à la politique d'Etat. De fait, tant que le conflit porte sur des enjeux présentés (ou imposés dans la représentation collective) comme internes à l'institution universitaire, ou à la limite comme étant internes aux problèmes sociaux du territoire fédéral, la politisation étudiante peut encore être relativement contenue, au nom d'un intérêt supérieur (« paix et ordre ! », s'époumonent les journaux de Springer), dans les limites imposées par la forme de l'État fédéral et sa politique intérieure ; ainsi contenue, elle reste incontestablement en position de faiblesse pour résister aux pressions de dépolitisation. En revanche, lorsque le processus de politisation étudiante, dans ses débats, dans ses mobiles, dans ses exigences et ses mots d'ordre, se trouve contaminé par les données de la conjoncture mondiale, la dépolitisation devient particulièrement difficile, sinon impossible. On en a le signe dans le fait que les appareils idéologiques d'Etat politiques et médiatiques ne pourront s'efforcer de désamorcer cette contamination qu'en en reprenant le langage, et du coup en en intensifiant la tendance, forçant toujours davantage la lutte idéologique à laisser place à la force répressive directe. Lorsqu'il mentionne les pratiques très concrètes par lesquelles se réalise cette internationalisation des régimes d'énonciation de la lutte étudiante à la F.U., par exemple l'organisation de séances de discussion à partir de projection cinématographique, ou de groupes d'études confrontant les informations livrées par la presse d'Allemagne de l'Ouest avec les médias d'autres pays⁴⁵, Bergmann pointe les arguties périlleuses auxquelles sont acculés le gouvernement fédéral, les autorités municipales et la presse Springer. Face à « l'agitation » des étudiants contre la guerre américaine au Vietnam, il faudra bien, à défaut de réussir à leur faire entendre que ce qui s'y passe ne les regarde pas, que c'est bien la liberté

⁴³ « Ce sont les préoccupations liées à cette guerre qui devaient provoquer le premier conflit important avec l'ordre régnant *hors de l'Université*. [...] Face à l'anéantissement de tout un peuple au nom de la démocratie, face à l'agression américaine contre le Vietnam, le mouvement étudiant trouva sa dynamique propre » (*ibid.*, p. 36 ; j. s.).

⁴⁴ « en 1958, réunion à Berlin d'un "congrès de l'atome", contre les armes nucléaires, auquel participèrent divers groupes d'étudiants pacifistes ou orientés à gauche ; en décembre 1964, manifestation d'étudiants allemands et africains contre la visite de Moïse Tshombé ; en mars 1965, manifestations contre une semaine publicitaire consacrée à l'Afrique du Sud » (*ibid.*, p. 36).

⁴⁵ Cf. *Ibid.*, p. 37 et s.

des Berlinois que les Etats-Unis sont soucieux d'y défendre au napalm⁴⁶. De même, puisque l'argument d'un pilotage de la révolte étudiante par la R.D.A. (leitmotiv pour disqualifier les étudiants de la SDS jusqu'au milieu des années 1960) marche de moins en moins, on dénoncera sa manipulation par l'ambassade de Chine depuis Berlin-Est, et même, tant qu'on y est, directement par Pékin. Quand, au lendemain du 26 novembre 1966, on peut lire dans le *Morgenpost* que « de jeunes émules de Mao cassent les pourparlers à la F.U. », que les étudiants contestataires sont une version *new style* des odieux Gardes rouges... reconvertis en « commune vouée à l'amour libre et à la propagande politique »!⁴⁷, l'important n'est pas la débilite de ces papiers de presse (elle est tout naturellement de mise). C'est ce dont cette débilite témoigne : l'incapacité, dès lors que les discours officiels du gouvernement, des partis et de la presse intègrent dans leur « interprétation » des mobilisations étudiantes des coordonnées internationales, à *soutenir* la lutte idéologique, et donc le reflux de la lutte de l'idéologie dominante qui ne peut laisser place qu'à la diffamation inepte et haineuse. Le dernier corrélat d'un tel reflux, c'est bien sûr une intensification de l'offensive des étudiants face à un pouvoir politique qui ne peut plus éviter de riposter lui-même directement, soit en chargeant lui-même *explicitement* le pouvoir universitaire de la répression⁴⁸, soit en détachant son propre appareil répressif paramilitaire et policier.

Quittons à présent le seul cas berlinois pour tenter de formaliser un peu le coefficient d'efficacité de la conjoncture internationale dans le processus de politisation des mouvements étudiants d'Europe occidentale. Sans doute toute tentative en la matière doit-elle se prémunir de quelques précautions. Il faudra veiller, pour expliquer l'effet décisif de cette conjoncture, à ne pas écraser cependant sa complexité. Mais il conviendra aussi de tenir compte des mécanismes eux-mêmes complexes par lesquels cette conjoncture intervient, ou est appropriée sélectivement par les mouvements étudiants, en fonction des périodes et des contextes régionaux, en fonction des organisations connectées à ces mouvements, en fonction des rapports de forces entre ces organisations, etc.⁴⁹. Je ferai à cet égard trois brèves séries de remarques, dont l'enjeu est surtout méthodologique, mais qui formeraient trois moments d'une dialectique de ces « événements mondiaux intérieurs » que j'annonçais en introduction. Il s'agirait en tout cas d'identifier chaque fois un principe que l'on puisse faire jouer à *la fois*

⁴⁶ Ce discours sera d'ailleurs repris sans réserve par l'A. St.A., par exemple, lors de la visite officielle du vice-président des Etats-Unis M. Humphrey le 6 avril 1967, dans un tract appelant à accueillir « par des ovations bien méritées le représentant de la puissance qui défend la liberté de Berlin au Vietnam et dans d'autres pays d'une manière si impressionnante et si efficace... » (cité par Bergmann, *ibid.*, p. 54).

⁴⁷ *Der Abend*, cité in Bergmann, *ibid.*, p. 47-49.

⁴⁸ Ce processus est manifeste lors de la visite de Humphrey en avril 1967 : après avoir lancé une campagne médiatique contre le groupe « Commune » accusé de tentative terroriste – groupe d'étudiants arrêtés peu avant le 6 avril alors qu'ils préparaient des pots fumigènes et remplissaient des sachets en plastique avec de la farine et du pudding ! –, campagne qui tomba rapidement à l'eau (les étudiants devant être relâchés), « il était "difficile" aux forces de l'ordre de trouver des prétextes pour intervenir ; aussi la presse et les partis au pouvoir mirent-ils les autorités universitaires en demeure de prendre des sanctions contre les "auteurs de troubles" et d'examiner de plus près la question de la représentativité du S.D.S. [...] Afin de contribuer à l'"assainissement" de la F.U., le maire remit au recteur, lors d'une séance du Conseil de surveillance, une liste d'étudiants ayant pris part à des manifestations et lui demanda d'"entamer une procédure disciplinaire" contre eux » (Bergmann, *ibid.*, p. 55-56).

⁴⁹ Dans la phase des années 1956-1968, on retrouvera souvent, et venant de courants idéologico-politiques différents, une manière semi-théorique et semi-fantasmatique de reconnaître ce problème tout en en bloquant le traitement : dans une formulation néo-léniniste : *Conversion d'une crise de l'impérialisme mondial en révolte des masses scolarisées !...*

comme une condition de cette appropriation et comme un principe de différenciation de cette appropriation selon les configurations antagoniques qui en forment le contexte.

a/ (Principe de sens) Un premier principe poserait le caractère *cumulatif et sériel* de ces événements : un événement de la conjoncture mondiale ne prend de sens et d'efficacité dans une lutte que s'il s'intègre dans une série, dont il condense certains termes ou dont il fait résonner certains rapports entre ces termes. Pour évoquer l'un des événements chargés d'une puissance mobilisatrice la plus obvie, on peut bien répéter à l'envie que la guerre du Vietnam, l'intensification de l'effort de guerre américain à partir de 1963, les premières manifestations d'opposition aux Etats-Unis (les *sit-in*, les auto-dafés de livrets militaires etc.), et la diffusion télévisée des images des exactions sur le « théâtre des opérations », ont été un catalyseur des mobilisations étudiantes, il est clair que ce rôle dans la conscientisation, pour de larges couches de la jeunesse scolarisée, des antagonismes politiques mondiaux, ne sera pas le même – autrement dit, que la guerre du Vietnam, même lorsque cette conscientisation s'inscrira sensiblement dans les mêmes discours de « l'agression impérialiste contre le peuple vietnamien », et s'incarnera dans des processus d'institutionnalisation analogues (du type Comités Vietnam etc.), ne prendra pas du tout le même sens et ne produira pas les mêmes effets de subjectivation politique –, en Chine ou en Allemagne de l'Ouest, en France ou au Japon. Là, et pour s'en tenir à quelques éléments des plus immédiats, l'ampleur et la violence de la mobilisation contre la guerre du Vietnam devra au moins être mise en rapport avec la perspective du renouvellement du pacte américano-japonais de sécurité stratégique de 1960 et à l'implantation de la présence militaire américaine⁵⁰. De même qu'à Berlin-Ouest la guerre du Vietnam vient s'inscrire dans une série où il faut compter la coopération économique et militaire (cf. base de Francfort) de la RFA avec les Etats-Unis et la domination idéologique dont l'hégémonie s'est construite depuis 1946, on l'a dit, sur l'anticommunisme et l'opposition à la RDA. Mais c'est une série qui comprend aussi les mobilisations contre le réarmement, par exemple et symboliquement la marche de Pâques contre l'armement nucléaire en 1965, en réalité aussi de nombreuses manifestations qui se développent dès la fin des années 1950 contre la politique de réarmement envisagée par Adenauer ; une série où il faut compter les campagnes de soutien aux étudiants algériens, les mobilisations d'opposition au soutien du gouvernement fédéral à l'Afrique du Sud et au régime iranien, les débats qui se multiplient autour des textes de Guevara ou de Fanon tant dans les comités d'étude que dans les organes de théorie critique comme *Das Argument* et *Kursbuch*⁵¹, etc. Que ces références se

⁵⁰ Rappelons que les manifestants prennent pour cible par exemple le 2 avril 1968 l'aéroport de Narita qui doit ravitailler les troupes américaines, l'escale d'un sous-marin atomique américain le 15 mai, et dès le 19 janvier de cette même année plusieurs centaines d'étudiants, en protestation contre l'escale du porte-avion *USS Enterprise*, forcent l'entrée du ministère des Affaires étrangères : 300 étudiants sont arrêtés, la plupart membres du « Zengakuren », principal syndical étudiant japonais.

⁵¹ Dutschke se réfère souvent par exemple au second numéro de *Kursbuch*, paru en août 1965, où est édité un article de Fanon, *Von der Gewalt*. (Les *Damnés de la terre*, traduit en 1967 puis réédité plusieurs fois, prendra une importance presque aussi importante que les écrits d'Ernesto Che Guevara). Ce second numéro de *Kursbuch* est consacré au tiers-monde. Il contient, outre le texte de Fanon, des contributions de Carlos Fuentes, *Rede an die Bürger der USA* ; Fidel Castro, *Rede vor den Vereinten Nationen* ; Joan Robinson, *Von China aus gesehen* ; Roland Barthes, *Afrikanische Grammatik* ; et quatre « dossiers » sur les thèmes suivants : (1) *Der Iran und sein Wohltäter* ; (2) *Apartheid als Geschäft* ; (3) *Entwicklungshilfe oder Ausbeutung ? Eine Debatte aus Schweden* ; (4) *Volkes Stimme. Deutsche Leserbriefe über die Dritte Welt*. Pour une idée des débats autour de ces sujets : le numéro se termine par un article d'Enzensberger, *Europäische Peripherie*, où il développe (je me fie ici au compte rendu de cet article donné par Robert Cohen dans *Understanding Peter Weiss*, p. 98-99) l'idée que la division du monde ne pourrait plus être comprise en termes d'opposition entre sociétés capitalistes et socialistes, mais en termes d'opposition entre pays « riches » et pays

retrouvent en France, c'est un fait, mais elles inscrivent alors la guerre du Vietnam dans d'autres séries, lui font réactiver d'autres strates de la mémoire collective, entrant en résonance avec la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, et à travers elles, avec la place de l'histoire coloniale dans la construction du modèle républicain français que l'on s'était empressé de re-brandir bien haut au lendemain de cinq années d'un des collaborationnismes les plus zélés d'Europe avec le régime nazi. Tout cela reste bien sûr trop schématique. Résumons simplement qu'on se gardera d'induire d'une communauté d'effets une univocité de cause : du point de vue de notre problème de la communication des événements, ou des réactivations de conjonctures déterminées dans d'autres conjonctures, la sériation qu'implique l'intériorisation d'un événement de la conjoncture mondiale dans un contexte régional, devrait permettre de repérer à la fois les mécanismes de différenciation d'un « même » événement suivant les milieux dans lesquels il se diffracte, et les communications qu'il instaure entre ces milieux, ces contextes, et entre leurs séries hétérogènes⁵².

b/ (Principe de subjectivation) Cela implique de faire jouer dans cette opération de sériation un second principe qui tienne compte de la place qu'occupent ces événements au sein de la géopolitique mondiale. J'irai assez vite ici sur un point souvent mentionné par ailleurs. On pourrait appeler ce principe un *principe de dédifférenciation*, pour marquer le fait que les événements mobilisateurs sont ceux qui manifestement déstabilisent l'équilibre de la guerre froide, c'est-à-dire à la fois la représentation bipolarisée de l'espace international et la solidarité interne que chacun des deux « camps » tentait tant bien que mal de faire croire au reste du monde : la scission sino-soviétique, les luttes de libérations nationales au « Sud », les mouvements noirs américains aux Etats-Unis, les « dissidences » dans le bloc soviétique (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie...), les guerres de guérillas en Amérique latine, la Révolution Culturelle en tant qu'elle relâche une sorte de tiers-terme radicalisant, non seulement dans un vis-à-vis Chine-URSS, mais en Chine même, l'asymétrie des deux voies de « construction du socialisme ». Autant d'événements qui, mettant à distance tant l'adhésion apologétique au modèle américain que le modèle stalinien de construction du socialisme, réouvre un espace pour la radicalité théorique et politique, proposant de nouveaux modèles d'action, de contestation, de luttes d'émancipation, d'expérimentation de démocratisation, ou réactivant des modèles plus anciens de la lutte ouvrière que les stratégies étatistes des partis révolutionnaires avaient rejetés à la marge ou activement réprimés (conseillisme, autogestion...). Que cette radicalisation dont ces différents événements ont fourni les vecteurs, ait pu si souvent se doubler d'une fantasmagorie débordante, et parfois d'une littéralité proprement délirante, ce n'est pas si étonnant si l'on remarque que cette fantasmagorie n'a pas tant procédé par *symboles*, comme on le dit parfois, que par *emblèmes*, ce qui en est le contraire, c'est-à-dire par des éléments non symbolisables, et en l'occurrence, des éléments difficiles ou même impossibles à intégrer dans la grande coupure signifiante capitalisme/socialisme (impérialisme américain/autoritarisme soviétique, etc.). Quand Un se divise en Deux, le résultat fait *presque trois*, dont un reste non-dénombrable. J'en tirerai plus loin quelques conséquences supplémentaires concernant les modes de subjectivation

« pauvres », décentrant ainsi le questionnement par rapport aux coordonnées de la guerre froide. Enzensberger, en outre, creusant la distance entre « eux » et « nous », conteste dans cet article qu'une solidarité soit possible avec les habitants des pays colonisés ; aucun « pouvoir de l'imagination » ne serait capable de nous permettre de nous mettre à la place de ces peuples. Il termine laconiquement son article en disant qu'il n'a aucune solution à proposer. (Peter Weiss s'opposera vivement à l'analyse d'Enzensberger et à sa conclusion, dans un texte qui paraîtra dans le numéro 6 de *Kursbuch*).

⁵² Par exemple, nous avons prévu de consacrer une séance de la section « Années 68 en France » sur la guerre d'Algérie ; mais comment cet événement intervient-il en RFA et à la F.U. ? dans quels régimes d'énoncé vient-il se loger ? qu'est-ce qu'il vient signifier ou qu'est-ce qu'on lui fait signifier...

révolutionnaire dans la séquence historique qui nous intéresse. Enfin, ce sur quoi nous pourrions également nous pencher à ces différents égards, c'est la manière dont les étudiants en lutte font jouer ces sortes d'éléments surnuméraires dans leurs discours et leurs pratiques, comment ils les articulent aux analyses critiques du socialisme soviétique et du modèle capitaliste de développement, par exemple aux théories de la « convergence » des bureaucraties socialistes et capitalistes, ou de l'intégration tendancielle du bloc de l'Est dans le capitalisme mondial, etc.

c/ (Principe d'antagonisme) Mais alors il faudrait faire intervenir un troisième principe, corrélatif à son tour des deux premiers : disons, un principe de *potentialisation antagonique*. Car en vertu de ce qui vient d'être rappelé, ces différents événements interviennent non seulement en fonction de séries de sens et de mémoire, mais aussi en fonction des conflits internes aux luttes sociales et aux organisations politiques propres à chaque région ; ils viennent y donner un langage à des options politiques et à des lignes de démarcation, et donner à ce langage le poids de l'histoire mondiale immédiate. On pourra l'observer dès notre première section consacrée à la Révolution Culturelle chinoise. S'il est vrai que la R.C.C. ne cessera d'être traversée par une contradiction interne qui la pose simultanément comme un mouvement de masse impulsé et orienté *par* le parti et comme un mouvement de masse devant se développer *hors* du parti pour forcer celui-ci de l'extérieur à se révolutionnariser et à abandonner sa « voie révisionniste », alors on peut faire l'hypothèse que cette contradiction, loin de bloquer le transfert de l'événement, est au contraire précisément ce qui en fera l'efficacité dans la conjoncture française. Car c'est cette contradiction qui permettra à la R.C.C. de se réfléchir, ou pour reprendre la notion gramscienne développée l'an passé par Livio Boni⁵³, de se *traduire* dans les tensions internes à l'UEC jusqu'à la scission de l'UJCM-I, et de là dans les rapports conflictuels de l'UJCM-I avec le PCF (la JCR trotskyste, également issue d'une scission de l'UEC, se réfèrera de son côté davantage aux luttes de libération nationale). Et l'on pourra confronter cette situation avec la situation berlinoise où justement le conflit n'opposait pas l'Außerparlamentarische Opposition à un parti communiste de fait inexistant, où l'enjeu d'un développement d'un mouvement capable de relancer des initiatives de masse qui forceraient un parti à se révolutionnariser était parfaitement inexistant, et où justement les modèles historiques seront empruntés à des expériences extérieures à la forme-parti ou même tournées contre lui (communes, conseillisme allemand et hongrois, mouvements noirs américains, luttes de guérilla...). Bref, il y aurait lieu d'expliquer en chaque cas, non seulement la force mobilisatrice de ces événements mondiaux intérieurs, mais son *caractère inégal* en fonction des contextes nationaux, des organisations et de leurs rapports, des luttes et mobilisations collectives et de leurs rapports entre elles et avec ces organisations : l'importance inégale de ces différents événements en fonction des différents contextes ou des différentes conjonctures régionales ; l'importance inégale de ces différents événements au sein d'un même contexte un d'une même conjoncture.

III. Subjectivation

Il n'est bien sûr pas question de tirer de ces remarques une conclusion définitive. Tout le travail reste à faire. Des quelques aspects que j'ai esquissé d'une dialectique interne des processus de politisation étudiante – la dialectique de l'intérieur et de l'extérieur, la dialectique de la politisation et de la dépolitisation de l'institution universitaire, la dialectique

⁵³ Cf. Livio Boni, « Entre traduction et production de l'événement. Pour introduire l' Ordine Nuovo (II) » (GRM 2^{ème} année, URL : <http://www.europhilosophie.eu/recherche/spip.php?article167>).

des événements mondiaux intérieurs –, je souhaite seulement pour finir tirer deux ou trois considérations dont je ferai l'hypothèse qu'elles s'approchent de son point nodal. En un sens, je m'accorderais volontiers avec la remarque que Badiou fait à propos de ce qu'il énumère comme le « quatrième Mai 68 » en France, lorsqu'il écrit que celui-ci a ébranlé « cette conviction partagée [chez toutes les espèces de militants] qu'il existe un agent "objectif", inscrit dans la réalité sociale, qui porte la possibilité de l'émancipation, [...] que cet agent objectif doit être transformé en puissance subjective, que cette entité sociale doit devenir un acteur subjectif »⁵⁴. Ce diagnostic, je serais même enclin à lui donner une plus grande généralité, et le faire valoir pour bien des mouvements de lutte qui se développent sur la scène mondiale à partir de la seconde moitié des années 1950 et dont les mouvements étudiants sont à la fois une composante et un facteur d'intensification, mais pour l'infléchir dans deux autres directions. Disons que si tend à vaciller la représentation d'un sujet de l'action transformatrice radicale qui sera préfiguré, prédéterminé, ou d'une manière ou d'une autre pré-donné dans l'objectivité sociale, ce n'est pas parce que cette représentation elle-même disparaît, mais plutôt parce qu'elle se complexifie et se démultiplie (on dira peut-être que cela revient au même, mais cela s'analyse différemment), et parce que c'est corrélativement l'objectivité sociale elle-même ou ce qui serait représentable comme tel qui vacille. – Je crois que c'est à la jonction de ces deux *faits* que doit inévitablement se reposer le problème d'une théorie de la révolution, ou à tout le moins de son concept.

D'un côté, effacement si l'on veut de la représentation d'un « peuple du peuple » (version républicaine), d'une « classe universelle » (version post-hégélienne ou marxiste) prédestinée par le dynamisme objectif des structures à s'y insérer pour en précipiter la mutation tout en l'orientant conformément à cette identité collective. Crise et retrait, en somme, pour l'appeler par son nom moderne, de la représentation du prolétariat comme agent révolutionnaire, que la subjectivation de cet agent trouve son référentiel dans un *procès historique* ou dans une *forme politique*⁵⁵. J'y verrais pour ma part l'indice négatif d'une mutation du concept de prolétarisation, mutation qui en retient d'abord un aspect essentiel, mais qui le fait jouer d'une façon inédite dans la double dialectique de la politisation/dépolitisation et des événements mondiaux intérieurs – ce qui me conduira à soutenir que la subjectivation révolutionnaire fait interférer trois processus, de prolétarisation, de minoration, et de colonisation.

Posons d'abord que la prolétarisation ne désigne pas seulement un mouvement de paupérisation (ça en serait une détermination nécessaire, non pas analytiquement, mais « synthétiquement », dans le cadre de la double tendance capitaliste à la surexploitation de la force de travail, et à la production d'une « surpopulation relative » croissante). Plus généralement elle n'est pas redevable d'une détermination simple (niveau de vie, dépendance au salariat et au marché du travail, place dans les rapports de production et dans les rapports internes au procès de travail, etc.), et ne se confond pas non plus avec la détermination de classe. Il importe ici de ne pas réduire la distance qui, comme l'a remarquablement montré Balibar, a maintenu séparé chez Marx lui-même la notion de prolétariat et le concept de classe ouvrière – cette non-coïncidence maintenant du coup le caractère irréductiblement problématique de la notion marxienne de prolétariat, mais la laissant aussi virtuellement ouverte sur la variation de son contenu⁵⁶. À considérer les facteurs complexes qui ont permis

⁵⁴ A. Badiou, *L'Hypothèse communiste*, Paris, Lignes, p. 46.

⁵⁵ Sur ces deux régimes de véridiction du marxisme comme théorie révolutionnaire, cf. Andrea Cavazzini, « De l'organisation aux masses, et retour » (GRM 2^{ème} année, URL : <http://www.europhilosophie.eu/recherche/spip.php?article167>).

⁵⁶ Ce que suggère une lecture symptomale repérant la difficulté de Marx à faire coexister le concept de prolétariat et celui de classe ouvrière dans les textes où ce dernier trouve justement son exposition la

aux Etats capitalistes d'intégrer dans leurs institutions sociales et politiques des fractions croissantes de la classe ouvrière et de ses organisations historiques, ce constat ne résout pas, n'annule pas la question des mécanismes de prolétarianisation produits par le procès d'accumulation et de reproduction du système capitaliste. Il oblige tout au plus – mais il est vrai que c'est déjà beaucoup – à renoncer à l'interprétation apocalyptique de la tendance historique portée par le mode de production capitaliste et ses contraintes endogènes d'accumulation, et du même coup, à renoncer aux deux thèses qui soutenaient cette interprétation – deux thèses qui ne relèvent pas du matérialisme historique mais qui projettent une interprétation économiste de la structure sociale dans une philosophie de l'histoire : premièrement, la thèse d'une simplification tendancielle de l'antagonisme de classe, c'est-à-dire de sa bipolarisation croissante, deuxièmement la thèse d'une incapacité toujours plus implacable des classes dominantes à surmonter les crises du système capitaliste – ces deux dynamiques étant censées conduire à une crise générale et irréversible entre des masses n'ont rien et un groupe social restreint qui possède tout. Alors sans doute cette figure des prolétaires industriels, qui sont virtuellement la totalité humaine en son essence générique précisément parce qu'ils ne possèdent plus rien, qui sont l'universalité réelle bien qu'encore inactuelle précisément parce qu'ils sont exclus du principe de particularisation et de démembrement de l'universel qu'est la propriété privée (cf. le tiers-état chez Sieyès), alors sans doute cette figure-là du prolétariat peut sembler s'estomper (rien à voir avec une diminution quantitative, parfaitement fantaisiste, de la classe ouvrière). Disons même, elle peut d'autant plus paraître s'estomper dans les pays du capitalisme avancé que les procédés classiques de surexploitation de la force de travail et de paupérisation massive prennent des dimensions et des intensités nouvelles à l'échelle mondiale.

Mais à cerner le contenu le plus positif du concept de prolétariat, je le définirais plutôt avec Balibar par un « vecteur transitionnel », ou avec Deleuze par un vecteur de « devenir-révolutionnaire » qui coïncide avec une déségmentation sociale, et plus précisément, avec un affaiblissement tendanciel, à la limite une destruction complète, d'un certain nombre de coupures qui imposent au champ des pratiques, des discours, des rapports sociaux et humains, des partages étanches sans lesquels les mécanismes de l'interpellation idéologique ne pourraient jamais avoir prise sur les modes de repérage symboliques et imaginaires des sujets⁵⁷. C'est cette déségmentation que le *Manifeste* poussait à sa figure-limite, une figure donc fortement idéalisée, en évoquant les prolétaires comme sans patrie, sans religion, sans famille, radicalement « déterritorialisé » diraient Deleuze et Guattari : bref, celui qui ne se retourne pas quand on l'interpelle, qui préfère aller à la pêche plutôt que d'aller mourir pour la Patrie, et qui ne comprend pas bien ce que l'on veut dire quand on lui demande s'il croit en Dieu ou plutôt en son fils en Christ ou s'il aime mieux son papa ou sa maman. Ce qui se

plus approfondie. Précisément, s'interrogeant sur l'étonnante raréfaction dans le *Capital* de cette notion de prolétariat, qui condensait pourtant jusqu'alors chez Marx toutes les implications du « point de vue de classe », Balibar remarque que « tout se passe comme si le prolétariat n'avait rien à voir, en tant que tel, avec la fonction positive que la force de travail exploitée remplit dans la sphère de la production, en tant que “force productive” par excellence ; comme s'il n'avait rien à voir avec la formation de la valeur, la transformation du surtravail en survaleur, la métamorphose du “travail vivant” en “capital” » ; comme si finalement ce terme même ne connotait plus que « le caractère “transitionnel” de la classe ouvrière », c'est-à-dire la manière dont s'inscrit dans la condition ouvrière, « état instable » par rapport à l'existence sociale « normale », le caractère historiquement intenable de l'accumulation capitaliste préparant déjà les conditions matérielles d'une « autre transition qui annulera la précédente » (E. Balibar, *La Crainte des masses*, op. cit., p. 223).

⁵⁷ À partir d'une telle polarisation du concept de prolétariat, un dialogue mériterait d'être ouvert avec le travail mené par Oskar Negt à partir de la fin des années 1960 autour de la notion d'« espace public prolétarien » (cf. *L'espace public oppositionnel*, tr. fr. Paris, Payot, 2009).

trouve intensément mis en cause à travers les mouvements étudiants des deux décennies d'après-guerre – ils n'en sont évidemment pas la seule cause, mais sans doute l'un des vecteurs déterminants –, ce sont précisément ces types de segmentations ou de coupures. Et tout particulièrement deux coupures auxquelles correspondent deux complexifications de la prolétarianisation comme procès d'une subjectivation révolutionnaire :

a) Premièrement, ce qui est constamment mis en cause par la dialectique de politisation-dépolitisation évoquée tout à l'heure, c'est la *coupure du public et du privé*, particulièrement instable dans une population « coincée », comme disait Althusser, à l'articulation du rapport familial et du rapport salarial, soumise à une contradiction permanente entre infantilisation et responsabilisation, entre injonction à l'ordre de la soumission morale et affective et injonction à l'ordre des droits et des devoirs publics du travailleur-citoyen (ces différents aspects composant des mixtes particulièrement contradictoires au sein des rapports intra-universitaires). Or la contestation d'une telle coupure définit précisément un vecteur de *minoration*, si l'on veut bien tenir compte dans le concept de « minorité », non seulement un critère quantitatif toujours trop large ou trop indéterminé, ni uniquement un système de mesure des déviations par rapport à un étalon normatif donné, mais aussi un mode de répartition conflictuel des conformités et des déviations supposées entre une sphère individuelle privée et une sphère collective publique. Retenons à cet égard l'une des leçons que Deleuze et Guattari tiraient de leur analyse des « littératures mineures », à partir de cet admirable passage du *Journal* de Kafka : « Quand bien même [pour une minorité] l'affaire individuelle serait parfois méditée tranquillement, on ne parvient pourtant pas jusqu'à ses frontières où elle fait bloc avec d'autres affaires analogues ; on atteint bien plutôt la frontière qui la sépare de la politique, on va même jusqu'à s'efforcer de l'apercevoir avant qu'elle ne soit là et de trouver partout cette frontière en train de se resserrer »⁵⁸. La minoration d'un individu, d'un groupe, d'une classe, se signale par l'impossibilité, ou à tout le moins par les difficultés objectives à intérioriser le partage du privé (« l'affaire individuelle ») et du politique. Précisément parce que les minorités sont dans un état instable, marginal ou précaire par rapport aux conditions de vie et aux droits des sujets « majeurs », tout ce qui relève aux yeux de ces derniers de l'affaire individuelle (familiale, conjugale, etc.) tendant « à rejoindre d'autres affaires non moins individuelles, le milieu social servant d'environnement et d'arrière-fond », prend au contraire pour le minoritaire une portée *immédiatement* collective, sociale et politique⁵⁹. Ce qui pour les uns, comme l'écrit Kafka, « se joue en bas et constitue une cave non indispensable de l'édifice, se passe ici en pleine lumière ; ce qui là-bas provoque un attroupement passager, n'entraîne rien de moins ici qu'un arrêt de vie ou de mort ».

b) Deuxièmement, ce qui est profondément remis en question par la dialectique des « événements mondiaux intérieurs » esquissée précédemment, c'est la *coupure entre le national et l'international* ; et l'on sera alors sensible, dans les analyses et les discours de luttes des étudiants, à l'inflation du schème de la *colonisation* pour penser, non plus seulement les guerres impérialistes dans les « Périphéries », mais aussi les mécanismes de l'aliénation et de l'assujettissement social au « Centre », dans une phase de développement du capital non seulement comme propriété privée des moyens de production mais comme « pouvoir social », subsumant effectivement les rapports de production mais tendanciellement aussi l'intégralité des rapports sociaux dans leurs dimensions tant extensives qu'intensives⁶⁰.

⁵⁸ F. Kafka, *Journal*, 25 décembre 1911, cité par Deleuze et Guattari in *Kafka pour une littérature mineure*, Paris, Minuit, 1975, p. 31.

⁵⁹ *Kafka pour une littérature mineure, op. cit.*, p. 30.

⁶⁰ Cette « subsomption réelle » intensive ayant pour pendant, en retour, une expansion de l'opposition appropriation/expropriation des moyens de production à l'ensemble des rapports sociaux et culturels :

Rappelons simplement ici le développement du thème de la « colonisation intérieure » ou de l'*innere Kolonisierung*, qui fera florès par exemple en Allemagne et en France dans les années 1960-1970, l'analyse des mécanismes de domination pénétrant par la culture de masse et la société de consommation dans le tissu des rapports humains, des modes de socialisation et de la vie psychique en termes de *Kolonisierung der Lebenswelt* (Habermas), de colonisation disciplinaire des individus et des groupes (la « colonisation pédagogique de la jeunesse » chez Foucault), de « colonies intimes » (suivant la caractérisation guattaro-deleuzienne de la fantasmagorie œdipienne), l'analyse du maintien de structures pré-capitalistes et de la paupérisation organisée dans les pays du « capitalisme avancé » en termes de planification de « tiers-mondes intérieurs »... Tout cela doit être rapporté bien sûr à des facteurs de conjoncture tant politique que théorique : la phase de décolonisation et les luttes de libérations nationales, mais aussi les formes de présence économiques et idéologiques de la puissance américaine en Europe occidentale (en RFA emblématiquement) en même temps que la mise en place de nouvelles formes d'« impérialisme sans colonie » à l'échelle mondiale, les relectures des thèses de Rosa Luxemburg sur la persistance de la phase d'accumulation dite primitive comme moteur de la reproduction élargie, la diffusion des textes de Fanon sur les effets subjectifs de la colonisation et les ressorts de la contre-violence révolutionnaire, les travaux anthropologiques sur l'ethnocide colonial (par exemple en France dans l'école de Robert Jaulin). Mais le corrélat du point de vue de la subjectivation critique, c'est que la colonisation constituera un puissant vecteur de « désidentification d'avec l'Etat-Nation » comme l'écrivent Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein⁶¹, dont le pendant se trouvera dans toutes sortes de jeux spéculaires, d'identification, d'introjection et de projection : non seulement les minorités au-dedans et les colonisés au-dehors, mais aussi la « colonisation intérieure » et les minorités agissantes au-dehors (luttes de guérillas en Afrique et en Amérique latine, luttes de résistance en Palestine, etc.), et encore l'intériorisation de ces figures de minorités agissantes qui fourniront des matrices imaginaires importantes dans la construction identitaire de certaines organisations de gauche révolutionnaire, parfois aussi dans leur groupuscularisation – quitte d'ailleurs à réinvestir, dans une nouvelle constellation historique et idéologique qui n'exclut pas des rapports spéculaires ambigus, des schémas typiques des organisations militantes fascistes d'avant-guerre (par exemple l'opposition, dont

par exemple au champ sociolinguistique, l'émergence de la problématique de l'aliénation linguistique comme désappropriation des moyens collectifs d'énonciation ; par exemple dans le champ de la géographie urbaine, la problématique des modes d'habitation et d'occupation des espaces et des territoires. Dans ces deux cas, on peut comprendre cela comme une intégration des rapports linguistiques et des rapports géographiques et urbains dans l'analyse de l'exploitation du travail vivant (fût-ce un « surtravail diffus », extensif, « déterritorialisé » par rapport aux sites industriels). Que la « ville » soit en tant que telle un *rapport social de production*, c'est ce que soutenaient déjà les pères fondateurs du marxisme en soulignant le rôle structurant pour les sociétés de classes des différents modes de division du travail entre villes et campagnes. Mais l'on s'attache maintenant à l'organisation matérielle d'un espace urbain « colonisé par le capital » – équipements urbains, voiries et moyens de transport, spécialisation fonctionnelle des quartiers, ségrégations des espaces centraux et périphériques etc. (cf. les travaux d'Henri Lefebvre, des Situ, de Manuel Castells...).

⁶¹ Du Front Uni Antifasciste (FUA) pendant la guerre d'Algérie, J. Guigou et J. Wajnsztein écrivent : il « mît au goût du jour, en milieu étudiant, la pratique de l'action directe et l'idée que l'intervention étudiante pouvait déborder la défense des seuls intérêts étudiants. La subjectivité politique qui va se dégager de ce combat, mené finalement aux côtés des Algériens, n'est pas toute contenue dans le classique engagement pour une "Cause". Il procède d'un processus de désidentification d'avec l'Etat-Nation. Une désidentification que l'on retrouve aux Etats-Unis avec la future lutte contre la guerre du Vietnam, en Italie avec le rejet de l'Etat mafieux de la DC, infiltré de fascistes qui plus est » (*Mai 68 et le Mai rampant italien, op. cit.*, p. 47).

Marcuse fera un leitmotiv, entre minorités actives et masses passives, entre l'activisme des groupes de combat et la généralité impuissante de la Loi, entre les « foyers » de révolte et le consensus muet des majorités emplissant le ventre mou de la démocratie bourgeoise etc.) ; – quitte aussi à littéraliser les matrices de guérillas et de guerre de libération dans le passage à l'acte de la lutte armée contre la colonisation intérieure ; – quitte, à l'extrême, à ne plus pouvoir recourir qu'à une invocation de plus en plus *verbale* aux « masses » en même temps qu'à une référence de plus en plus délirante à « l'avant-garde », à ne plus pouvoir se penser que comme minorité agissante sans soutien, sans forces et sans but, donc vouée à l'agissement mortifère dans la destruction et l'autodestruction.

De là, il faudrait essayer de repérer la manière dont les différents schèmes, prolétarianisation, colonisation, minoration, s'affrontent et se combinent, et comment ils contribuent à modifier la compréhension des luttes, la représentation des « groupes », et donc aussi, car c'en est indissociable, la représentation des « masses ». À cet égard, il n'est pas sûr que la notion de « groupe », qui aura à un grand succès dans les années 1960, se substitue de façon simple à celle de « classe », comme si l'on passait d'un paradigme à un autre, pas plus que les paradigmes de la colonisation et de la minoration se substituent terme à terme à la celui de la prolétarianisation. En ce sens le problème reste bien de trouver une structure théorique qui permettrait d'articuler ces différentes lignes, ces différents modes de segmentation des antagonismes dans leurs coordonnées économiques, politiques, symboliques et imaginaires, etc.

Concluons simplement sur l'un des effets les plus massifs auquel concourt, parmi d'autres causes, cette complexification de la subjectivité révolutionnaire : à savoir le caractère éminemment problématique de la stratégie révolutionnaire – tant d'ailleurs pour les étudiants qui en maintiendront l'horizon que pour ceux qui, le jugeant impossible ou au contraire trop possible, le refuseront. Je le formulerai en quatre points, qui sont quatre notations de la désintrinsication du concept classique de révolution d'avec deux autres éléments qui lui étaient intrinsèquement liés : un sujet collectif fonctionnant comme « classe universelle », un primat de l'Etat (ou une primauté au moins stratégique de la conquête du pouvoir d'Etat) :

– D'abord, il est clair que les mouvements étudiants des années 1960 sont travaillés par la décomposition du « mythe » des révolutions tant bourgeoise que bolchevik, en entendant ici le mythe au sens sorélien d'une image chargée d'une puissance de mobilisation organique capable de forcer la suspension et l'interruption brutale de « la réalité », c'est-à-dire de ce qui vaut comme réalité parce que cela est ordinairement reconnu comme tel avec l'évidence et la nécessité de fer d'un état de chose naturel. Mais cette décomposition passe en premier lieu par un retrait, *qui ne se confond pas à une disparition pure et simple*, de la représentation « stato-centrée » de la révolution. C'est à la faveur de ce retrait que seront réactivés les mots d'ordre communards, anarcho-syndicalistes, et conseillistes ; c'est en fonction de ce retrait aussi que l'on pourra voir se répartir et se redéfinir les positions adverses, les unes interprétant ce retrait comme un abandon de toute perspective révolutionnaire, les autres, comme la nécessité de problématiser la relance d'un processus révolutionnaire *hors* de la représentation d'un ordre de succession que ce processus serait censé suivre invariablement, étape par étape (*d'abord* une révolution politique, puis une révolution économique, puis une révolution idéologique...). Nous verrons dans les prochaines séances que la Révolution Culturelle chinoise pourra, en France et en Allemagne, être reçue et décryptée à l'intérieur de cette représentation mais aussi retournée contre elle. Je retiendrai ici, comme une formule emblématique, le problème qu'Althusser dit être à l'ordre du jour dès lors qu'il reconnaît (c'est-à-dire tardivement, du moins avec cette radicalité) l'urgence de reconstruire de fond en comble l'organisation et l'idéologie du parti révolutionnaire pour « établir avec le mouvement des masses des rapports qui, débordant la distinction syndicat-parti, assurent le développement des initiatives populaires, qui dépasse la plupart du temps la

division entre l'économie et le politique, et même leur "addition" »⁶². Voici, sèchement, l'énoncé du problème : « Comment penser, *dès maintenant*, pour en amorcer le processus, la nécessité de la "destruction" de l'État bourgeois, et préparer le "dépérissement" de l'État révolutionnaire »⁶³. *Dès maintenant* – quand bien même la conquête du pouvoir d'Etat n'est pas à l'ordre du jour (pour dire le moins), *a fortiori* la « destruction » de l'État bourgeois –, comment organiser le devenir-nécessaire de cette destruction *en tant qu'il ne se confond pas* avec la nécessité de cette conquête ? mais aussi comment rendre nécessaire *dès maintenant* le dépérissement de l'État révolutionnaire lui-même en tant que virtualité encore inactuelle, donc comment rendre nécessaire dès maintenant, alors que ni la conquête du pouvoir d'Etat, ni la destruction et la révolutionnarisation de l'appareil d'Etat ne sont à l'ordre du jour, le dépérissement de *tout* État, la liquidation de la forme-État comme telle ? Il faudra y revenir : c'est au cœur même de la dialectique de la révolution politique que toute linéarité (type conquête-destruction-démantèlement) est bouleversée. Comment cela doit-il être pensé dans l'organisation et la pratique ?

– Deuxièmement, ce décentrement du processus révolutionnaire par rapport à la conquête du pouvoir d'Etat n'est pas séparable de l'émergence d'une nouvelle phénoménologie des luttes collectives et de leur inscription spatiale dans le champ social (cf. Situationnistes), où les dynamiques de dispersion, de déplacement, de prolifération des foyers de conflictualité prennent des valeurs, sinon univoquement positives, du moins ambivalentes, risque permanent d'émiettement et d'impuissance face à des structures de pouvoir concentrées, mais aussi potentialité de densification et d'intensification des forces (voir les dernières pages des *Ecrits politiques* de Dutschke sur ce point).

– Mais en troisième lieu, cette phénoménologie du champ social comme champ de forces n'aurait aucune signification politique si ne s'étaient produites toutes sortes de contestations touchant directement ou indirectement le signifiant « politique » lui-même. Ou plus exactement, si ne s'était produite dans la séquence dont nous parlons une intensification des luttes dont ce signifiant n'a cessé d'être le lieu et l'objet depuis l'avènement des premières institutions libérales fondées sur une distinction Etat/société civile. Cela rejoint ce que j'ai mentionné au sujet de la minoration et de la colonisation. Ce qui a été en jeu, et même activement modifié à travers notamment les mouvements de la jeunesse scolarisée dans les années 1955-1975 (et qui ne se réduit nullement à une « évolution des mœurs » etc.), c'est le partage qu'impose le signifiant politique entre le politique et non politique. Plus précisément, c'est la monopolisation étatique de cette coupure, et avec elle sans doute, toute une série de partages, entre le politique et l'économique, entre le politique et le culturel, mais aussi entre le décisionnel et l'expertisable, entre le public et le privé... Autant de partages qui ne se confondent pas entre eux, et qui ne se confondent pas avec cette coupure du politique et non-politique, mais qui s'y ordonnent, ne serait-ce que parce qu'ils sont toujours *ambivalents*, poreux, faisant communiquer ce qu'ils séparent, et doivent du coup être sans cesse forcés par la coupure politique. Gageons donc que les luttes étudiantes ont contribué à leur mesure à ouvrir ainsi cette catégorie de politique sur sa propre variation, en l'intériorisant dans le champ de rapports de forces qu'elle nomme ou qu'on la fait nommer, et à instaurer ainsi une

⁶² Althusser, « Enfin la crise du marxisme ! », 1977, in *Solitude de machiavel*, Paris, PUF « Actuel Marx », 1998, p. 278 (« Car nous voyons de plus en plus de mouvements de masse populaires naître d'eux-mêmes en dehors du syndicat et du Parti, et qui apportent ou peuvent apporter quelque chose d'irremplaçable à la lutte... » ; – on mesurera d'ici peu cette formule avec l'appréciation althussérienne des luttes étudiantes des années 1960).

⁶³ *Ibid.* (j. s.). Je renvoie ici aux premières explications d'Andrea Cavazzini autour de ces textes dans *Crise du marxisme et critique de l'État : Le Dernier combat d'Althusser*, Reims, Le Clou dans le Fer, 2009, en particulier p. 63 et s., 69 et s., et l'Annexe.

dynamique de récurrence telle que le partage du politique et du non-politique devient un problème déjà politique – le champ politique ne définissant plus tant un niveau ou une instance indépendante que le compromis provisoire au sein d'affrontements sourds ou ouverts entre des vecteurs de politisation et de dépolitisation. Évidemment, on pourrait entendre le même constat en sens inverse, pour se demander si cette remise en cause « par le bas » de ces différentes coupures, et en dernière analyse de la coupure étatique entre le politique et le non-politique, n'était pas elle-même en train d'épouser un nouveau processus de socialisation de l'Etat. Ce serait une nouvelle version – sa version politique – de la thèse « adaptationniste » développée au sujet de Mai 68 par les idéologues libéraux et d'autres en des termes pseudo-sociologiques et/ou pseudo-économiques (Minc, Lipovetsky, Debray...) : les révoltes étudiantes de 1967-1968 « exprimeraient », non pas tant une crise d'adaptation aux nouvelles normes du capitalisme, ou une crise d'adaptation « culturelle » par conversion aux valeurs individualistes et consuméristes triomphant dans la nouvelle société de masse, mais plutôt une crise d'adaptation d'un pouvoir d'Etat désormais ramifié en profondeur dans le tissu des institutions sociales, en somme une salutaire crise de « démocratisation de la démocratie » au sein de l'Etat de droit bourgeois.

– Enfin, j'y faisais allusion plus haut en citant Badiou, la problématique révolutionnaire (en entendant par là, encore une fois, le type de problèmes en fonction desquels pouvaient se répartir les positions les plus divergentes) est affectée par l'effacement tendanciel de la représentation d'un agent collectif de l'émancipation qui serait prédéterminé dans l'objectivité sociale. Ce qui comporte au moins deux aspects critiques – une double rupture, en fait, au sein de l'héritage théologico-politique de la théorie de la souveraineté et de son réaménagement dans la théorie de l'Etat de droit moderne : la mise à distance, plus ou moins réfléchie et thématisée cela va sans dire, de la figure du « peuple du peuple » ou de la « classe universelle », et corrélativement la mise à distance de l'idée d'un pouvoir constituant, fondement et source toujours disponible de légitimation des pouvoirs publics dont l'architecture institutionnelle, idéologique et juridique, unifierait l'objectivité et la subjectivité sociales (*Sittlichkeit*). C'est peut-être là, pour la pensée politique contemporaine, l'un des effets majeurs de l'émergence de la thématique « institutionnelle », ou d'un autre point de vue, de la multiplication de ce que Foucault appelait des « expérimentations sans programme »⁶⁴. Pour ce qui concerne simplement les institutions universitaires, ce qui ne laisse de frapper dans les récits et les analyses de conjoncture des années 1960, ce n'est pas simplement les affrontements, les débats incessants, etc. : c'est la prolifération incessante, sous formes programmatiques ou effectives, pérennisées ou ponctuelles, locales ou généralisables, d'expérimentations institutionnelles : créations de comités, d'associations générales, de commissions, stages, « communes », groupes de travail, etc. C'est finalement la plasticité inouïe que ces expérimentations pouvaient conquérir sur les structures institutionnelles elles-mêmes, leurs armatures administratives et réglementaires, leurs

⁶⁴ En prenant soin d'ajouter : ce qui ne veut pas dire sans analyse ni réflexion ! « L'une des réalisations des années soixante et soixante-dix, que je considère comme une réalisation bénéfique, est que certains modèles institutionnels ont été expérimentés sans programme. Sans programme ne veut pas dire aveuglement — en étant aveugle à la pensée. [...]. Depuis le XIX^e siècle, les grandes institutions politiques et les grands partis politiques ont confisqué le processus de la création politique ; je veux dire par là qu'ils ont essayé de donner à la création politique la forme d'un programme politique afin de s'emparer du pouvoir. Je pense qu'il faut préserver ce qui s'est produit dans les années soixante et au début des années soixante-dix. L'une des choses qu'il faut préserver, à mon avis, est l'existence, en dehors des partis politiques, et en dehors du programme normal ou ordinaire, d'une certaine forme d'innovation politique, de création politique et d'expérimentation politique » (M. Foucault, « Michel Foucault, une interview : sexe, pouvoir et la politique de l'identité » (1982), *Dits et écrits*, Gallimard, 1994, t. IV, p. 746).

systèmes de statuts et de rôles... Que des gens investis dans le courant de la psychothérapie institutionnelle, comme Guattari, aient pu être sensibles à cette dimension-là, on le comprend fort bien⁶⁵. En un sens aussi, elle donnait à l'opposition sartrienne entre la praxis vivante et le pratico-inerte un sens lui-même pratique, empiriquement expérimentable. Elle concourait surtout à cette mise à distance que j'évoquais précédemment, d'une conception théologico-politique de l'institution comme système de « pouvoirs constitués », référés ou constamment référables en droit à un pouvoir constituant, donc à un principe d'universalité préalablement donné (donc encore, car c'en est le corrélat sur le plan stratégique, à une avant-garde porteuse et porte-parole de cette universalité en vérité jamais suffisamment « donnée » par elle-même). Elle faisait valoir au contraire une logique de transferts de modèles expérimentables et transformables au fur et à mesure de leur expérimentation, et faisait entrevoir par là la possibilité de pratiques d'universalisation constructivistes et critiques. Entendons ici : des pratiques capables d'analyser, dans la manière dont elles les suscitent et dont elles s'y trouvent engagées, les conflits et les violences qu'engendre nécessairement toute projection d'un horizon d'universalité. Du coup, mise à distance aussi d'une conception purement instrumentale de l'institution, comme appareil d'action transparent à la conscience des agents censés s'en « servir », au profit d'une approche de l'institution comme « analyseur » permanent (mais jamais garanti par avance) des effets de pouvoir et des effets de société produits par les rapports pratiques, cognitifs, imaginaires et affectifs, dans lesquels les individus entrent ou qu'ils nouent entre eux. Sans doute une telle problématique des expérimentations institutionnelles rencontre-t-elle bien des difficultés qui lui sont propres (du point de vue d'une dynamique d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation permanente, d'une polyvocité des ancrages identitaires⁶⁶, etc.). Mais elle continue de susciter aussi des exigences spécifiques sur lesquelles il faudrait revenir pour en apprécier l'apport *au sein d'une théorie de la subjectivité révolutionnaire*. Autant dire que rien de tout cela ne fait disparaître miraculeusement les problèmes d'une révolution politique, d'une conquête du pouvoir et de l'appareil d'Etat, de leur utilisation et de leur « déperissement ». Peut-être trouvent-ils simplement à être posés autrement, dans les conditions des Etats capitalistes d'après-guerre combinant un appareil administratif, gouvernemental et répressif plus « séparé » que jamais avec un pouvoir d'Etat plus interdépendant que jamais du système des institutions sociales et des appareils idéologiques d'Etat – dont l'université.

⁶⁵ Voir par exemple F. Guattari, « Réflexions pour des philosophes à propos de la psychothérapie institutionnelle » (paru initialement dans la revue du Groupe de Philosophie de la Sorbonne, *Cahiers de philosophie*, 1965, repris in *Psychanalyse et transversalité*, Paris, Maspero, 1972, rééd. La Découverte, p. 86-97)

⁶⁶ Même Badiou, étranger à cette problématique, en a le pressentiment : Cf. Badiou, *L'Hypothèse communiste*, op. cit., p. 49-50 et 51-52, où, soit dit en passant, ce qui est présenté comme une recherche collective tâtonnante et aveugle à elle-même (ce qu'elle fût certainement en grande part) exprime assez bien ce qui fut parfois aussi le noyau *explicite* de recherches théoriques précises, par exemple du travail mené par Guattari depuis la fin des années 1950 puis poursuivi avec Deleuze dans les années 1970...